



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-02-01 / 2019-02-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 1^{er} février.

Processus électoral : la police va multiplier la formation de ses unités pour sécuriser les élections. Cette recommandation a été faite jeudi 31 janvier à l'issue de la réunion d'évaluation du processus tenue au commissariat provincial de la police nationale congolaise à Kinshasa. La réunion a regroupé les experts en matière électorale de la Ceni, la Monusco, le ministère de l'Intérieur, les services de renseignements et l'inspection générale de la PNC. Selon le coordonnateur national du Groupe technique pour la sécurisation des élections, le général Jean-Ronald Ekuka Lipopo, les policiers ont de manière générale bien protégé les citoyens congolais durant la période électorale. Cependant, il importe de renforcer leurs capacités sur les notions électorales et la prévention « d'éventuels risques tels que les événements malheureux de Yumbi ».

RDC : Franck Diongo demande la grâce présidentielle à Félix Tshisekedi. Selon cette requête réceptionnée au Palais de la Nation, les avocats de l'opposant justifient la grâce sollicitée par le fait d'une décision de l'Union Interparlementaire. Ladite décision avait recommandé au gouvernement congolais depuis le 18 octobre 2017 la libération immédiate du prisonnier « à cause de l'iniquité de la condamnation de Franck Diongo à 5 ans de servitude pénale », dont deux viennent d'être purgés. « Arrêté arbitrairement depuis le 19 décembre 2016, mon client a été injustement condamné dans un procès politique. L'union interparlementaire saisie par mon client a recommandé la libération immédiate du condamné aux vues notamment du caractère politique du procès, des graves irrégularités des poursuites et de procédure. Le changement du régime et le vent nouveau, symbole de l'alternance pour laquelle mon client croupit en prison, l'ont persuadé de saisir la compétence du Président de la République en vue de solliciter et obtenir sa clémence », a indiqué l'un des avocats de Franck Diongo, John Omehata.

L'ACAJ demande l'annulation du décret octroyant des avantages aux ex-membres du gouvernement. Le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), Georges Kapiamba, demande l'annulation du décret du Premier ministre, Bruno Tshibala, contresigné par le ministre du Budget, Pierre Kangudia, accordant aux actuels membres du gouvernement une rémunération et des avantages multiples lorsqu'ils quitteront leurs fonctions. Selon lui, ce décret viole l'ordonnance présidentielle du 10 juillet 2018 portant fixation des attributions des ministères et des modalités de collaboration entre le gouvernement et le président de la République. L'ordonnance présidentielle du 10 juillet 2018 précise clairement qu'à la fin de leur mandat, les membres du gouvernement ont droit à six mois de leur dernière rémunération, a

indiqué Georges Kapiamba, faisant remarquer que le décret du Premier ministre Bruno Tshibala viole cette disposition. Ce décret a été pris dans un moment suspect, selon lui, à la veille de l'organisation des élections. "Celui qui l'a pris et celui qui l'a contresigné savaient clairement qu'ils n'allaient plus être membres du gouvernement. Ils ont ainsi voulu se créer une sorte d'avenir financier très sûr", a estimé l'avocat. Le contexte dans lequel le Premier ministre sortant signe ce décret est électoral. Son décret publié au journal officiel accorde notamment une indemnité mensuelle estimée à 30% des émoluments du Premier ministre en fonction, une indemnité mensuelle de logement qui équivaut à 5 000 dollars américains. Ce décret octroie également à un ancien Premier ministre, un véhicule renouvelable tous les cinq ans, un titre de voyage par an, en classe affaire, sur le réseau international pour lui, son conjoint et ses enfants mineurs, un passeport pour chaque membre de famille, des soins médicaux au pays et à l'étranger, des funérailles officielles pour eux-mêmes et une garde sécuritaire de deux à trois policiers. Les mêmes avantages sont reconnus à toutes les personnalités exerçant les fonctions équivalentes au rang des membres du gouvernement au cabinet du président de la République et au cabinet du Premier ministre.

PRISE présente ses réalisations dans le Grand Kasai. La coordination du Projet de renforcement des infrastructures socioéconomiques (PRISE) a présenté jeudi 30 janvier à la presse de Kinshasa les réalisations entreprises dans le Grand Kasai depuis 2014. Deo Nsunzu, coordonnateur de ce projet parle entre autres de la construction et réhabilitation d'écoles, centres de santé et des latrines publiques. Il recommande au comité de pilotage du PRISE et au gouvernement de pérenniser les ouvrages acquis et d'étendre ces actions dans toutes les provinces de la RDC.

Arrêt de travail au port de Matadi. Un arrêt de travail est observé au port de Matadi depuis jeudi 31 janvier. Un groupe de travailleurs a bloqué la sortie du port de Matadi vers la route Nkala Nkala. Ces travailleurs de la SCTP réclament 13 mois d'arriérés de salaire plus le solde de la gratification de l'année dernière. Deux navires qui étaient à quai ont été abandonnés par les agents, alors qu'un autre devait accoster le soir pour déchargement.

Meurtre des experts de l'ONU : les avocats de la défense dénoncent la lenteur du procès. Zaida Catalan et Michael Sharp ont été tués le 12 mars 2017. Et c'est depuis juin de la même année que le procès sur ce double meurtre a été ouvert. Cependant, à l'audience de ce même jeudi, l'un des avocats du collectif de la défense affirme que la procédure fait du « sur-place ». De son côté, l'avocat général des forces armées et représentant du ministère public, le colonel Cyprien Muwau, estime que le tribunal prend le temps qu'il faut pour éviter les erreurs judiciaires.

Le Cojeski exhorte Martin Fayulu à jouer pleinement son rôle dans une opposition républicaine. Pour le collectif des jeunes solidaires du Congo Kinshasa (Cojeski) il s'agit d'un exercice fondé sur la défense de la démocratie et l'établissement d'un Etat de droit en RDC. Le coordonnateur de cette association, Useni Fataki, a lancé cet appel jeudi à Kinshasa, à l'issue d'une journée de réflexion sur les retombées du processus électoral et l'avenir de la démocratie en RDC. Le Cojeski demande également aux jeunes de continuer la lutte dans la non-violence pour consolider la démocratie au pays. Le Cojeski veut voir la jeunesse intégrer la gestion des affaires publiques et a formulé une demande dans ce sens à l'actuel Président de la République.

Sheka affirme avoir reçu le soutien de quelques membres du gouvernement. Tout au long de sa déposition devant les juges, Sheka a soutenu que son mouvement collaborait avec quelques membres du gouvernement. Il a affirmé que chaque fois qu'il reprenait les villages jadis sous contrôle des combattants FDLR, il faisait appel aux FARDC pour les contrôler. En ce qui concerne ce soutien du gouvernement, Sheka affirme qu'il y avait quelques membres du gouvernement, qu'il n'a pas cités, qui appuyaient les combattants FDLR pour des fins d'exploitation minière alors que d'autres autorités le soutenaient dans ses actions. Il a affirmé avoir reçu du gouvernement congolais une somme de 20 000 dollars américains et une vache à titre de gratification pour son combat contre les combattants FDLR.

Haut-Katanga : Kyungu wa Kumwanza appelle les nouveaux députés à tenir leurs promesses électorales. Gabriel Kyungu wa Kumwanza a exhorté, jeudi 31 janvier, les députés provinciaux élus du Haut-Katanga à traduire en actes toutes les promesses faites à la population lors de la campagne électorale. Dans son discours de prise de fonction, Kyungu wa Kumwanza a aussi demandé au président de la République de mettre en pratique certains points de l'accord politique dit de la Saint Sylvestre. C'est le cas de la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés politiques. Moïse Katumbi et Eugène Diomi Ndongala figurent parmi les figures emblématiques dont le sort n'est pas encore réglé, après la sortie de prison de Jean-Claude Muyambo et Moïse Moni Dela. Gabriel Kyungu wa Kumwanza a aussi émis le vœu de voir le nouveau chef de l'Etat rapatrier dans l'urgence le corps d'Etienne Tshisekedi, figure historique de l'opposition décédé à Bruxelles le 1er février 2017.

Uvira : les enseignements ont repris à Mulenge où les habitants réclament toujours la sécurité. Les élèves et enseignants des moyens plateaux de Mulenge ont repris depuis quelques jours le chemin de l'école dans la localité de

Kishagala, province du Sud-Kivu. A partir de Lemera jusqu'à Mulenge, il n'y a aucune présence des soldats Fardc ni de la police. C'est pareil de Mulenge jusqu'à Mashuva ou les Maï-Maï, les FNL et les miliciens burundais Imbonerakure contrôlent ces milieux. Thomy Biageru Kusa demande l'augmentation des effectifs des soldats pour sécuriser cette partie du pays.

Ocha enquête sur des allégations de fraude dans la distribution de l'assistance humanitaire. La coordination de la communauté humanitaire en RDC (Ocha) a reçu des informations très graves sur l'existence d'un système de fraudes dans la distribution de l'assistance humanitaire et enquête sur ces allégations, indique l'organisation dans un communiqué de presse publié jeudi 31 janvier. OCHA dit avoir initié un examen approfondi des procédures internes et des mécanismes de contrôle et d'audit pour déceler ce réseau de fraude, s'il existe, et prévenir tout risque de fraude. Dans ce communiqué, Ocha précise que ce système de fraudes concerne l'argent en liquide et les coupons dans certaines zones de l'Est du pays.

L'UDPS veut qu'Etienne Tshisekedi soit élevé au rang de héros national. « Etienne Tshisekedi est une icône de notre classe politique (...) Nous attendons que les institutions qui seront mises en place puissent concrétiser les vœux de toutes les combattantes et les combattants, qui l'ont toujours considéré comme héros. Déjà nous, au parti, nous l'avons déjà fait », a affirmé Jean Marc Kabund, président délégué de l'UDPS. La dépouille d'Etienne Tshisekedi est toujours en Belgique, où il est décédé le 1^{er} février 2017.

Kindu : manifestation populaire après le meurtre d'un commerçant. La population de la ville de Kindu (Maniema) a manifesté sa colère vendredi 1er février matin devant la mairie à la suite du meurtre d'un commerçant la nuit précédente par des personnes non autrement identifiées. Il s'agit du 3ème cas enregistré en ce mois de janvier. Les autorités locales parlent d'un calme relatif et demandent aux uns et autres de rester vigilant. Pour les habitants de Kindu, la criminalité a fortement augmenté depuis début janvier ; alors que d'important renforts des militaires et policiers ont été déployés dans la ville et stationnés près de l'aéroport de Kindu. La population locale soupçonne des hommes en uniforme d'être responsables de la série de vols à main armée et des meurtres qui ont érigé domicile dans cette ville.

Samedi 2 février.

Kindu : la société civile décrète une journée ville morte à la suite de l'insécurité. Cette structure citoyenne entend ainsi dénoncer l'insécurité récurrente depuis qu'il y a une présence renforcée des militaires et policiers à Kindu. Son président déplore notamment mort d'homme et actes de cambriolage perpétrés par les personnes en uniformes de l'armée ou de la police. Il a aussi évoqué des cas de viols ainsi que « toutes sortes de barbarie » enregistrés dans cette ville.

L'OMS assez « optimiste » sur le contrôle d'Ebola. Six mois après le début de l'épidémie d'Ebola en RDC, les efforts pour enrayer la propagation du virus sont « encourageants », a déclaré vendredi 1er février à Genève, Dr. Matshidiso Moeti, directrice du Bureau régional de l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). « Ce qui a bien fonctionné, ce sont les mesures de santé publique telles que la formation des agents à la prévention et au contrôle des infections dans les centres de santé », a dit à la presse, la directrice du Bureau régional de l'Afrique pour l'Organisation mondiale de la santé. Dr. Matshidiso Moeti a également mis en avant un engagement plus étroit avec les communautés, en particulier les femmes et les groupes religieux, sans oublier d'autres mesures sanitaires telles que la recherche des contacts parallèlement à l'utilisation d'outils plus récents dans la lutte contre Ebola. Elle s'est dite optimiste par l'évolution de la maladie et par le changement observé sur le terrain « avec l'aide des leaders communautaires locaux ».

Nord-Kivu : la société civile appelle à collaborer avec les équipes de la riposte contre Ebola. « A la population de la partie Est de Butembo qui correspond à la zone de santé de Katwa notamment la commune de Bulengera et Mususa, je leur demande de comprendre que l'épidémie a virus Ebola existe bel et bien dans cette ville. Nous devons faire attention et collaborer avec les équipes de la riposte sinon les conséquences nous ne saurons pas les gérer », conseille Edgard Mateso, premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Il recommande aussi à la population de garder le calme.

Matadi : un changeur de monnaie abattu par des bandits armés. L'Union de changeurs de monnaie de Matadi dénonce l'assassinat d'un membre de cette structure vendredi 1er février à Matadi par des bandits armés. Sept changeurs de monnaie ont été abattus dans la ville de Matadi en 6 mois.

Nord-Kivu : 5 morts dans les affrontements entre groupes armés à Bwenderu et Butsindo. Au moins 5 personnes ont trouvé la mort et 7 autres ont été blessées vendredi 1er février la nuit dans les affrontements entre les combattants des groupes armés NDC-Rénové de Guidon et ceux de l'APCLS de Janvier Kalahiri dans les villages Bwenderu et Butsindo en

groupement Bashali Mokoto (Masisi). Selon la société civile de Kitchanga, parmi ces personnes tuées, on compte 2 combattants APCLS et 3 NDC-Rénové.

Les professeurs de l'UPN recommandent à Félix Tshisekedi d'accorder une attention particulière au secteur de l'éducation, et de faire de la recherche et de la formation des facteurs de puissance de la RDC. Les professeurs de l'UPN demandent aussi au nouveau Président de « placer dans les différentes structures de l'Etat, des interlocuteurs valables, capables de mettre fin aux grèves demeurées suspendues et de procéder au redressement du secteur de l'éducation ».

Martin Fayulu appelle à la « résistance pacifique ». « Je vous appelle à la résistance pacifique. Organisez-vous dans des quartiers, districts, provinces pour résister. De temps en temps nous viendrons participer aux actions politiques. J'irai dans les différentes provinces. On ne peut pas bâtir la Nation sur base des mensonges. Mais la Nation est bâtie en se fondant sur la vérité. Nous devons exiger la vérité des urnes. Nous irons jusqu'au bout dans cette recherche de la vérité. Résistance pacifique veut dire ne pas écouter celui que vous n'avez pas élu », a expliqué Martin Fayulu. Il exige la publication des résultats bureau par bureau et province par province. L'un des favoris à la présidentielle de 2018 a refusé la main tendue par le Président Félix Tshisekedi : « La main tendue, on la prend, quand, c'est propre. Quand ce n'est pas propre, on la prend pas ». Martin Fayulu appelle la communauté internationale à ne pas reconnaître ce gouvernement qui, selon lui, est nommé par Kabila. Il appelle aussi l'Union africaine de poursuivre ses négociations. Il a néanmoins lancé un appel à l'unité et a mis en garde contre les partisans de la division et du tribalisme.

Dimanche 3 février.

François Beya nommé conseiller spécial en matière de sécurité de Félix Tshisekedi. François Beya, ancien directeur de la Direction générale de migration (DGM) remplace à ce poste Jean Mbuyu Luyongola, dernier conseiller de Joseph Kabila depuis février 2018. Le nouveau conseiller en matière de sécurité du Président Tshisekedi était depuis douze ans à la tête de la Direction générale de migration. Il a presté au Conseil national de sécurité sous le régime du président Mobutu, à l'Agence nationale des renseignements (l'ANR) sous Laurent-Désiré Kabila, avant d'être nommé patron de la DGM par Joseph Kabila.

Beni : les FARDC tuent 20 miliciens à Kalingati et Pabuka. Les FARDC ont tué une vingtaine des miliciens au cours de la destruction de deux campements de ces miliciens à Kalingati et Pabuka, deux militaires loyalistes, dont un officier, ont été tués. Les FARDC ont aussi récupéré, au cours de ces opérations, des armes et autres équipements militaires.

Insécurité au Nord-Kivu : les activités scolaires paralysées à Lukweti et Buao. Plus de 1000 élèves sont en dehors du circuit scolaire depuis une longue période en territoire de Masisi, à la suite des affrontements en répétition entre plusieurs groupes armés et leurs factions. Les activités scolaires sont paralysées principalement à Lukweti et Buao. Une dizaine d'écoles primaires et secondaires ne fonctionnent plus à cause des exactions sur la population et les affrontements réguliers entre les groupes armés locaux actifs dans le milieu. Ces écoles ont également besoin d'assistance en équipements et infrastructures, car elles sont souvent détruites pendant les conflits.

Kindu : 6 présumés bandits armés arrêtés par la police. Six présumés bandits en mains armées ont été arrêtés samedi 2 février à Kindu dans la province du Maniema par la police nationale avec le concours des habitants des quartiers RVA et 3Z dans la commune de Kasuku. La société civile du Maniema avait décrété samedi 2 février « Kindu journée ville morte ». Cette structure citoyenne entendait ainsi dénoncer l'insécurité récurrente qui règne à Kindu et qui se caractérise par mort d'hommes et actes de cambriolage perpétrés par les personnes en uniformes de l'armée ou de la police.

Ituri : 11 morts dans les affrontements entre FARDC et un groupe d'assaillants à Torgess. Les combats ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche. Des hommes munis d'armes à feu ont investi ce village, situé au bord du Lac Albert, indique le chef de Chefferie des Bahema Nord, Pilo Mulindro. Ces assaillants se livrent alors au pillage des biens des habitants notamment des matériels de pêche. Huit moteurs hors-bords, cinq filets de pêches ont été emportés. Quatre civils sont kidnappés. C'est ce dimanche 3 février que les FARDC ont lancé les offensives contre les positions de ces miliciens.

Kinshasa : la police met en garde la coalition Lamuka à suite des dérapages enregistrés en marge de son meeting. Dans un communiqué datant du 2 février, la police déplore l'appel à la désobéissance civile lancée par certains organisateurs du meeting à leurs militants estimés à 3800. Ce qui a fortement troublé l'ordre public dans la partie Est de Kinshasa. La police déplore la présence des mineurs parmi les participants au meeting. Elle affirme avoir des insultes et provocations des militants qui entonnaient des chansons incitant à la haine ethnique en proférant des insultes contre les

autorités du pays légalement établies. Partant de ce constat, Kasongo Sylvano commissaire provincial de la police, affirme que des tels dérapages ne seront plus tolérés dans l'avenir.

Lubumbashi : 2 personnes tuées, au moins 10 maisons cambriolées en deux jours par des bandits armés. Dans la nuit de samedi à ce dimanche 3 février c'est le quartier Somika qui a été ciblé par ces bandits qui ont cambriolé une dizaine de résidence emportant plusieurs biens de valeur. Un jour avant, au quartier Don Bosco, les bandits armés se sont introduits dans quatre maisons. Pendant qu'ils opéraient, deux jeunes garçons d'une vingtaine d'années et membres d'une même famille se sont mis à crier sollicitant le secours d'autres habitants du quartier. Ils ont été froidement abattus.

Tanganyika : une détenue ayant reçu 100 coups de fouet à la prison de Kongolo transférée à l'hôpital. Selon les sources locales, c'est la dégradation de l'état de santé de la détenue qui a alerté les associations de défense des droits de femme qui sont descendues à la maison carcérale. La détenue est une femme d'une trentaine d'années. Elle affirme avoir reçu des coups de fouets sur ordre du directeur de prison pour n'avoir pas accepté ses avances. Cette femme croupit en prison depuis le 18 octobre dernier pour un différend conjugal. La société civile locale parle d'un cas de torture et appelle la justice à faire son travail. Depuis le transfert de la détenue à l'hôpital, le directeur de la prison centrale s'est volatilisé dans la nature.

Lundi 4 février.

Traque contre la LRA : les Fardc appellent à l'appui des habitants du Bas et Haut-Uele. Plusieurs campements de la LRA sont détruits à Dungu et à Niangara et l'ennemi est en débandade, a annoncé le capitaine Carlos Kalombo, porte-parole des Fardc du secteur opérationnel des Ueles. Il dressait ainsi le bilan d'une semaine de la traque lancée par l'armée contre la LRA et les bandits locaux. Les représentants de la société civile de Dungu et de Niangara, deux territoires de la province du Haut-Uele, ont confirmé l'information donnée par le porte-parole des Fardc dans la région. Ils ont par ailleurs invité le gouvernement congolais à doter le secteur opérationnel des Ueles de moyens appropriés pour mettre hors d'état de nuire tous les hommes en armes qui opèrent dans le Bas et Haut-Uele, notamment la LRA et les Oudas.

46 morts lors des attaques contre les groupes armés dans le Nord-Est. Le bilan de l'offensive menée par les Fardc contre les groupes armés le week-end dernier au Nord-Kivu et en Ituri fait état de trente-six Maï-Maï tués. Trois militaires, dont un officier, sont aussi tombés au cours des attaques, qui se sont déroulées sur l'axe Butembo-Beni, à Masisi au Nord-Kivu et à Torges dans le territoire de Djugu (Ituri), a annoncé l'armée dimanche 3 février. Ce regain de tension traduit la précarité et la fragilité de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, selon certains humanitaires, qui le considèrent comme le « ventre mou de la sous-région des Grands Lacs ». Ils déplorent également le fait que l'autorité de l'Etat n'est pas réellement rétablie dans ces zones, nonobstant les opérations des Fardc et la présence de la Monusco pour stabiliser la région.

Félix Tshisekedi suspend deux arrêtés ministériels sur les telecommunications. Le premier arrêté créait un mécanisme de contrôle des flux téléphoniques des réseaux des opérateurs télécoms en RDC. Le second portait sur la désignation d'un nouveau prestataire de services, la société African General Investment Limited (AGI). Les opérateurs des télécoms affirment que la désignation de la société AGI n'a pas respecté la procédure de passation des marchés édictée par l'Etat lui-même. Le secteur des télécoms génère mensuellement 27 millions de dollars au trésor public, selon des sources du secteur. La clé de répartition du revenu prévoit 10% pour l'état congolais à travers l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications ARPTC, 85% pour AGI et 5% pour la commission. Si l'arrêté était mis en pratique dans sa forme initiale, AGI seule aurait obtenu 23 million et 2,7 millions pour le trésor public.

Basoko : un civil abattu et un militaire brûlé vif par la population. Selon Jean-Pierre Elonga, président de la société civile locale, l'incident a eu lieu dimanche lorsqu'un des trois militaires du service des renseignements en mission dans cette partie a tiré à bout portant sur un civil à qui il voulait arracher un vélo dans la localité Yamokolo. Ce drame a poussé les membres de la famille de la victime à emmener le cadavre au bureau administratif du territoire. La population de Basoko qui venait d'apprendre la nouvelle est venue manifester son mécontentement. Alors les militaires ont commencé à tirer pour les disperser.

Les tirs ayant épuisé les munitions, les civils se sont rués sur un militaire qu'ils ont passé à tabac avant de le brûler vif. Les civils ont également saccagé le cachot de la police et facilité l'évasion des neuf détenus qui s'y trouvaient.

Beni : la jeunesse du FCC déclare son « soutien indéfectible » à Félix Tshisekedi. « Monsieur le président de la République, la jeunesse du FCC /Beni vous promet son soutien indéfectible tout au long de votre mandat et vous garantit son accompagnement total dans la réalisation de votre programme. Ainsi, la jeunesse du FCC / Beni vous suggère de renforcer les dispositifs sécuritaires pour la restauration de la paix dans notre région, de solliciter votre implication

personnelle pour éradiquer la maladie à virus Ebola qui écume notre région », ont affirmé ces jeunes dans une déclaration lue par Aksanti Bulungu, coordonnateur de la jeunesse du FCC / Beni. Ils ont appelé Félix Tshisekedi à s'engager totalement dans l'amélioration des conditions socio-économiques de la population de la région et à « s'impliquer totalement dans le processus électoral à Beni, Butembo et Yumbi, où le peuple attend exprimer son droit civique ».

Le cancer du col de l'utérus tue plus que celui du sein. En RDC, les études montrent à peu près 70 à 80% des cancers dépistés concernent l'utérus. Il devance de loin le cancer du sein, qui occupe la deuxième position avec 20% des cas. Les autres types de cancer sont peu connus par manque des statistiques et d'un programme national officiel de lutte, affirme le docteur Mankoy, médecin chef de cancérologie à l'hôpital général de Kinshasa.

Beni : des Maï-Maï libèrent leurs combattants capturés à Mabalako. Une position des Fardc a été attaquée ce lundi 4 février par un groupe de combattants Maï-Maï à Mabalako. Les assaillants ont réussi à libérer des combattants Mai-Mai capturés et détenus depuis le week-end dernier par des militaires des Fardc.

Matadi : les activités portuaires paralysées par la grève des agents de la SCTP. Lundi 4 février matin, ils ont brûlé des pneus à l'entrée du port et bloqué toutes les issues, empêchant ainsi les agents d'autres services (OCC, DGDA, Hygiène aux frontières...) d'accéder au site portuaire. Le manque-à-gagner se chiffre à des dizaines des milliers de dollars américains, selon un responsable de l'union des déclarants en douane du Kongo-Central. Outre le paiement de quatre mois d'arriérés de salaire, ces grévistes exigent le départ du directeur général et de tout le comité de gestion de leur société. Les pourparlers entre la délégation syndicale et l'employeur se poursuivent à Kinshasa pour mettre fin à cette grève.

Nord-Kivu : un colonel radié de l'armée pour utilisation des enfants dans un groupe armé. Le colonel Marcel Habarugira Rangira est aussi condamné à 15 ans de servitude pénale. Marcel Habarugira était poursuivi pour enrôlement et utilisation d'enfants dans un groupe armé. C'est depuis 2011 que cet officier des Fardc a déserté l'armée avant de créer son propre mouvement insurrectionnel dénommé « Le Nyatura intégré » fort de huit cents hommes, dans le territoire de Masisi. Outre l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, Marcel Habarugira, a commis aussi d'autres exactions graves contre les populations civiles avant son arrestation en août 2014. Il s'agit notamment de pillages et esclavage sexuel contre les jeunes filles recrutées dans son mouvement.

Kinshasa : une quarantaine de candidatures enregistrées aux sénatoriales. Selon le Bureau de réception et de traitement des candidatures (BRTC), la plupart des dossiers des sénateurs enregistrés concernent les candidats indépendants. Selon le calendrier de la Commission électorale, la clôture des dépôts des candidatures pour les élections des gouverneurs, vice-gouverneurs, et des sénateurs est fixée au lundi 4 février sur toute l'étendue de la RDC. Quelques candidats sénateurs viennent des regroupements et partis politiques, précise le BRTC de Kinshasa. Selon la Ceni, l'élection des sénateurs se tiendra le 14 mars 2019 alors que celle des gouverneurs des provinces est prévue le 26 du même mois.

Mardi 5 février.

Une cinquantaine de combattants neutralisés au Nord-Kivu. Une cinquantaine de combattants, membres des groupes armés, ont été neutralisés dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, selon le bilan à mi-parcours de l'opération lancée en janvier 2019 par les Fardc contre les groupes armés en territoire de Masisi. Ce bilan fait aussi état d'une trentaine d'armes récupérées et une vingtaine de dépendants des combattants transférés au DD3R de la Monusco.

Assemblée nationale : la CENI appelée à déposer les dossiers des députés pour la validation de leurs mandats. Le bureau provisoire de l'Assemblée nationale appelle la CENI à déposer les dossiers de tous les députés élus afin de procéder à leur examen pour la validation des mandats. L'appel a été lancé lundi 4 février au cours d'une conférence de presse animée au Palais du peuple par le secrétaire-rapporteur du bureau provisoire de la chambre basse du Parlement Jackson Ahuse. Le Bureau provisoire de l'Assemblée Nationale fixe sa première plénière pour mercredi 6 février à 14 heures. « Le gouvernement expédie seulement les affaires courantes. Il fallait attendre les moyens pour financer les activités du bureau provisoire de l'Assemblée nationale pour cette session extraordinaire. Nous pouvons maintenant commencer des choses sérieuses. La plénière du mercredi consistera à mettre en place 26 commissions spéciales pour vérifier les dossiers de chaque député élu, en raison d'une commission pour chaque province », explique Jackson Ahuse.

Tanganyika : 76 détenus de la prison de Moba en cavale. Cinq des quatre-vingt-et-un évadés de la prison centrale de Moba dans la province du Tanganyika ont été récupérés en week-end par la police à Moba-port. Les enquêtes préliminaires de la police s'orientent vers un homme suspecté d'avoir amené une bouteille de boisson locale à la prison centrale de Moba. La boisson, remise à quelques heures du soir de l'évasion et consommée par les quatre éléments commis à la garde (deux

policiers et deux militaires), doit avoir été mélangée au préalable à une drogue, estiment des sources policières. Les détenus ont profité de l'état d'ébriété dans lequel se sont retrouvés les gardes pour sauter sur les deux policiers qui se trouvaient dans la pièce centrale de la prison. Les détenus sont alors sortis par la grande porte, sans en être inquiétés. Seuls quatre détenus affamés et incapables de tout mouvement ont été récupérés et remis en prison.

Félix Tshisekedi attendu ce mardi en Angola. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi se rend ce mardi 5 février en Angola pour une visite officielle et de travail de quelques heures à l'invitation de son homologue angolais, João Lourenço. Cette tournée sous-régionale amènera Félix Tshisekedi par la suite au Kenya puis en République du Congo.

Uvira : journée ville morte pour dénoncer l'insécurité. La Nouvelle société civile congolaise (NSCC) dans la ville et le territoire d'Uvira a organisé lundi 4 février une ville morte sur toute l'étendue de ce territoire dans la province du Sud-Kivu pour dénoncer l'insécurité grandissante dans ce territoire. Commerces, banques, maisons de télécommunications, écoles n'ont pas fonctionné. Pour la société civile, cette action vise à interpeller le nouveau Président de la République. L'administrateur du territoire d'Uvira, Alexis Kasangala Rashidi, appelle plutôt les organisateurs de cette ville morte à dialoguer avec les autorités civiles, policières et militaires en place pour endiguer cette insécurité dans la région.

Lubumbashi : regain d'attaques contre les journalistes. L'Association de journalistes sportifs section du Katanga a dénoncé lundi 4 février les attaques dont les journalistes sont victimes ces derniers temps à Lubumbashi. « Ça fait quatre journalistes qui ont été victimes. Pour un seul journaliste, ça passe. C'est un cas anodin. Mais, quand il y a deux, trois ou quatre journalistes attaqués, là, il y a des questions à se poser », a-t-il poursuivi. Les membres de cette association ont été reçus lundi par le gouverneur de province, à qui ils ont demandé de sécuriser les journalistes et de lutter contre la criminalité qui refait surface à Lubumbashi.

« **Les allégations de xénophobie à Kikwit sont non-fondées** », affirme la société civile. La société civile de Kikwit dénonce des allégations de xénophobie attribuées à certains habitants de Kikwit. Selon Laurent Bwenia, coordonnateur de la société civile de Kikwit, ces sont des « allégations non fondées et qui ne se justifient pas ». « Kikwit a toujours été une ville de paix et la cohabitation entre communautés ». Il dénonce aussi « des messages de provocation diffusés dans certains médias tendant à faire passer les habitants de Kikwit pour des xénophobes. Tout en reconnaissant qu'il y avait eu des incidents au lendemain de la proclamation des résultats de la présidentielle, il réfute l'idée des actions dirigées contre la communauté kasaïenne à laquelle appartient le nouveau chef de l'Etat.

La grève se poursuit à la SCPT et à la SCTP. Ce mouvement de grève est observé à la Société congolaise des postes et télécommunications SCPT où les agents réclament leurs arriérés de cinq mois de salaire à Kinshasa et de plus de quinze mois à l'intérieur du pays. Une réunion est convoquée ce mardi 5 février par l'inspecteur général du travail. Le directeur général de la SCPT préfère attendre cette réunion avant de communiquer à la presse. La même situation est observée à la Société commerciale des transports et des ports (SCTP). Les délégués syndicaux de cette entreprise affirment continuer d'attendre la réponse au memorandum adressé au président de la République. Ils réclament dix-neuf mois des salaires pour les employés actifs et vingt-deux mois pour les retraités. A la RTNC, la radio-télévision publique, c'est la tête du Directeur général de cette entreprise, Ernest Kabila, qui est recherchée par un groupe de travailleurs. Ces derniers l'accusent de mauvaise gestion.

Mbandaka : des policiers blessés par les étudiants réclament leur prise en charge. Des policiers, qui avaient été agressés par des étudiants de l'ISP/Mbandaka il y a une semaine, se disent livrés à eux-mêmes. L'un des policiers est fracturé à la jambe, d'autres portent des blessures graves. Se confiant à Radio Okapi lundi 4 février, ils ont appelé le gouvernement à assurer leur prise en charge. « Je sollicite l'appui des autorités de l'ISP en nourriture et médicaments, mais en vain. Je souhaite que le gouvernement me prenne en charge », déclare le policier Lokondo. Le commissaire provincial de la PNC/Equateur, le général Augustin Aochi, a lui aussi sollicité l'intervention des autorités provinciales.

Goma : un mort lors d'une manifestation populaire au quartier Keshero. Une personne a été tuée et deux autres blessées par balles par la police lors des échauffourées entre policiers et habitants du quartier Keshero de Goma (Nord-Kivu). Des maisons ont été incendiées, dont un bureau de la police et celui du quartier par les manifestants en colère. Tout serait parti d'un cas de vol à mains armées la nuit dernière dans ce quartier Keshero, témoignent les habitants. Ceux-ci auraient mis la main sur l'un des trois bandits armés ayant opéré la nuit. Et ils ont voulu le brûler vif, lorsque des éléments de la police de proximité sont intervenus. L'un des policiers s'est mis à tirer dans la foule. C'est ainsi qu'une fille de 17 ans, touchée à la tête, est morte sur-le-champ ; tandis que deux jeunes garçons d'une vingtaine d'années ont été blessés à l'épaule et au bras.

Félix Tshisekedi est arrivé à Luanda. Le Président de la RDC, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est arrivé ce mardi 5 février à Luanda, pour une visite officielle et de travail de quelques heures, marquant le début de son agenda extérieur, depuis son investiture le 24 janvier.

Les journalistes ‘collaborateurs’ de la RTNC ont manifesté devant la cité de l’OUA. Un groupe de journalistes ‘collaborateurs’ de la RTNC (Radio-Télévision Nationale Congolaise), aux contrats précaires, a manifesté lundi 4 février devant la cité de l’Union Africaine, où réside le président de la République. Ces journalistes réclament des meilleurs contrats et le départ d’Ernest Kabila, le Directeur général de cette entreprise publique de media. Selon Christian Kabeya, porte-parole de ces journalistes, des injustices sont enregistrées au sein de l’administration de la RTNC depuis l’arrivée d’Ernest Kabila.

Les médecins du Synamed en grève à Kisangani. Ils réclament leurs salaires virés à la banque depuis le 23 janvier et suspendus le 24 par l’ordonnateur délégué général. Ce retard s’explique par l’actualisation des listes de paie qui traîne et affecte les conditions sociales des médecins, affirme le docteur Alliance Tagoto. Il évoque même une possibilité de radicalisation du mouvement si aucune solution n’est trouvée rapidement.

Nord-Kivu : « La sécurité à Sake est une affaire de tous », disent les Fardc aux populations locales. C’est le thème autour duquel les officiers chargés de l’éducation civique et ceux du service de communication de la 34ème région militaire de Fardc ont dialogué avec les populations de Sake, ce mardi 5 février. L’objectif de ce dialogue social, indiquent ces militaires, est de restaurer la confiance entre l’armée et les civils. Les acteurs de la société civile de Sake, les autorités coutumières locales et les membres de la cellule locale de pacification ont dénombré au moins 20 facteurs qui sont à la base de la méfiance entre l’armée et les populations locales. Ils citent notamment la présence d’hommes armés opérant parfois en tenue militaire dans la cité, l’impunité dont bénéficient les bandits armés, la circulation illégale d’armes dans la cité, les barrières illégales érigées par les militaires, des arrestations arbitraires.

Kisangani : un caporal Fardc condamné à mort pour meurtre. Le lundi dernier, le caporal en poste à la prison centrale, poursuivi par la police pour être arrêté à cause de l’insubordination, avait tiré des coups de feu dans sa fuite. Il avait grièvement blessé une dame et un colonel de la police. Un autre élément de la police avait succombé à ses blessures.

Kananga : les agents de la DGRKAC réclament plus de dix mois d’arriérés de salaire. Les agents et cadres de la Direction Générale des Recettes du Kasai Central réclament plus de dix mois d’arriérés de salaire. Mardi 5 février à Radio Okapi, les délégués de ces agents et cadres ont déclaré ne pas comprendre que cette régie financière fasse des recettes et qu’eux ne soient pas régulièrement payés. Sur les douze mois d’arriérés de salaire réclamés, neuf durent depuis l’époque de l’ancien gouverneur du Kasai-Central, disent ces agents et les trois autres avec l’actuel gouverneur.

Beni : des leaders religieux invitent la population à collaborer avec les équipes de riposte contre Ebola. « La maladie à virus Ebola persiste dans la ville de Beni depuis bientôt six mois et cela nous inquiète nous en tant qu’hommes de Dieu. C’est comme ça que nous avons décidé de déployer 120 hommes de Dieu toutes confessions religieuses confondues dans six aires de santé de Beni. Ils vont faire la sensibilisation de la population pour éviter les réticences face aux équipes de riposte contre Ebola, cela pour un seul objectif : au plus tard au mois d’avril, qu’on arrive à zéro cas d’Ebola dans la ville de Beni », a expliqué Janvier Baraka. Dans son rapport du lundi 4 février, le ministère de la Santé publique a rapporté 11 nouveaux cas confirmés dans le Nord-Kivu ainsi que 3 décès et une guérison. Par ailleurs 165 cas suspects sont en cours d’investigation. Au total, le Nord Kivu et l’Ituri totalisent dans l’ensemble, 785 cas dont 731 confirmés et 54 probables. Le nombre de morts de cette maladie s’élève à 484 parmi lesquels 430 confirmés et 54 probables. 265 personnes ont pu guérir.

Assemblée nationale : les assistants parlementaires réclament salaires et indemnités de sortie. Le collectif des assistants parlementaires de la dernière législature plaide pour le paiement de leurs indemnités de sortie et leur salaire de novembre 2018 et février 2019. Dans une correspondance adressée lundi 4 février au président de la République, ces agents accusent le président sortant de l’Assemblée Nationale, Aubin Minaku d’avoir violé délibérément et impunément leurs droits. « Nous sommes 500 assistants parlementaires. Nous représentons nos circonscriptions électorales. En bref, c’est une incarnation de la République qui a été meurtrie. L’article 96 nous reconnaît comme personnel politique. On devrait être nommé, mais le bureau Minaku n’a pas voulu », a déploré Me Steve Madjaga.

Le président João Lourenço suggère des accords avec la RDC dans le domaine de sécurité. La RDC et l’Angola ne devraient pas négliger la sécurité de la vaste frontière commune (plus de 2.500 km), a affirmé le président angolais João Lourenço. Selon lui, les deux pays devraient avoir des accords dans les domaines de la sécurité, de l’ordre public et de la migration. João Lourenço espère que les deux pays passent d’anciennes intentions à des projets concrets. Selon le président

angolais, si les énormes ressources minérales « sont exploitées avec des investissements réciproques dans les deux pays, le taux de chômage peut réduire. » Il a aussi évoqué la nécessité de réorganiser les échanges commerciaux et le commerce transfrontalier. João Lourenço a exprimé son intérêt pour discuter et négocier l'approvisionnement en énergie électrique aux provinces angolaises de Cabinda et du Zaïre et d'autres régions frontalières, à partir de la RDC. L'homme d'État angolais propose de mieux exploiter les chemins de fer de Benguela (CFB) et le port de Lobito, afin de faciliter l'exportation des minerais du Katanga vers les marchés internationaux et d'ouvrir des portes aux importations en RDC.

Masisi : huit morts dans des combats entre deux groupes armés. Huit personnes sont mortes et trois autres blessées lundi 4 février dans affrontements entre le NDC/Rénové de Guidon et des Nyatura de Nzayi. Les combats se sont déroulés dans les villages Munongo et Kankose, dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu.

Mercredi 6 février.

Le prix du maïs toujours en hausse malgré l'exonération. Deux mois après l'exonération de la farine du maïs, le prix de cette denrée alimentaire de première nécessité est toujours à la hausse, sur le marché de Lubumbashi (Haut-Katanga). Un sac de 25 kilos varie entre 25 000 et 32 000 francs congolais (20 USD), selon la qualité de la farine. Le président de l'association des commerçants de l'étranger, Edouard Kibakuma, estime que ce sont les bénéficiaires de cette exonération qui sont à la base de cette situation. Edouard Kibakuma appelle les importateurs au bon sens.

Tanganyika : la Monusco veut identifier les menaces qui guettent la province. « Il est temps d'identifier les vraies menaces qui guettent le Tanganyika pour y apporter des véritables solutions », a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui. La situation sécuritaire caractérisée par l'activisme des groupes armés ayant provoqué des déplacements dans cette province était au cœur de leurs discussions. Lors de l'échange avec Mme Zerrougui, le gouverneur de la province, Richard Ngoy Kitangala, a demandé à la Monusco d'aider à l'identification de ces personnes déplacées. Les groupes armés Maï Maï Hapa na Pale, Malaika, Yakutumba, Fimbo na Fimbo et bien d'autres milices Twa et Bantou écument cette région.

Mbuji-Mayi : les finalistes du secondaire dénoncent la hausse des frais de l'examen d'Etat. Les élèves finalistes du secondaire à Mbuji-Mayi descendent dans la rue. Les manifestants ont affirmé leur colère contre la hausse des frais de participation à la dissertation et d'inscription à l'examen d'Etat. « Quand on totalise tout ça, on est déjà dans les 120 000 francs congolais (75 dollars américains) », a expliqué une de ces élèves de sixième secondaire. Entre-temps, quelques chefs d'établissements fustigent des actes de vandalisme de leurs installations, qu'ils attribuent à ces finalistes du secondaire.

Le BCNUDH appelle à l'implication de tous les acteurs pour le décollage du Kasai. « Il faut aujourd'hui une solution très forte, une analyse globale de la situation, qui intègre l'ensemble d'acteurs pour trouver une solution définitive » aux conflits dans l'espace kasaien, a déclaré mardi 5 février à Kananga le directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), Abdoul Aziz Thioye. Cette solution, devrait passer par 3 axes : justice, réconciliation et développement.

Kyungu wa Kumwanza appelle les proches de Félix Tshisekedi à adopter une attitude responsable. « Le combat pour l'alternance en RDC a été une lutte de longue haleine de tout un peuple dont beaucoup ont payé de leur vie », a déclaré mardi à Kinshasa, Gabriel Kyungu wa Kumwanza. « Cette alternance n'est pas un butin de guerre qu'un groupe peut se targuer d'accaparer tout en méprisant les anciens compagnons de lutte », a dit M. Kyungu en conférence de presse. Il a insisté sur la nécessité de garantir l'apaisement dans le pays, considérant qu'il est maintenant temps que toute la classe politique se mette ensemble pour aider le président Felix Tshisekedi à rebâtir la RDC.

Les chefs des communautés réfléchissent sur les solutions aux conflits tribaux à Djugu. Plus de 60 chefs des collectivités et groupements échangent sur les causes des conflits et les solutions à y apporter dans le territoire de Djugu. Ce dialogue d'un mois a débuté mardi 5 février à Fataki grâce à l'appui de la Monusco pour parvenir à une paix durable dans ce territoire. Le gouverneur intérimaire de l'Ituri a segmenté ces échanges en six étapes. Pacifique Ketha précise que la première étape de deux jours regroupe environ 10 groupements voisins. Ces derniers sont représentés par leurs chefs, les présidents des jeunes et les représentants des femmes. Chaque entité coutumière vient présenter un rapport détaillé des violences dans son groupement et en expliquer les causes. A la fin, les différentes parties vont se regrouper en commission pour analyser les causes de ces conflits et proposer des solutions pour une paix durable dans le territoire de Djugu.

Goma : la population de Keshero déplore l'inefficacité de la police. Elle dénonce l'usage d'armes létales notamment lors des manifestations de la veille où une jeune fille de 17 ans a été tuée par balles. Ces agents de l'ordre sont notamment

accusés d'extorquer les téléphones ou l'argent des passants. « C'est ce qui a causé l'incendie de ces bureaux de la police, parce que nous ne voulons pas encore de la police ; parce que ces policiers ne nous sécurisent pas mais ils amènent de l'insécurité. Ce que nous demandons aux autorités, nous voulons qu'on nous amène des policiers qui sont formés, qui ont le souci de la population », renchérit un autre habitant. De son côté, le colonel Pierrot Mwanamputu, porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC) a évoqué une directive opérationnelle prise par les autorités pour interdire l'usage des armes létales au sein de la police, assurant que tout contrevenant devrait répondre devant l'autorité compétente.

Assemblée nationale : 26 commissions installées pour étudier les dossiers des députés avant validation. Ces commissions ont pour but d'étudier chaque dossier des élus nationaux, et présenter un rapport lors de la prochaine plénière pour validation des mandats. Les travaux de ces différentes commissions débutent dès jeudi 7 février avant-midi. La durée de leurs travaux est de cinq jours.

Le Kenya promet d'aider Tshisekedi à stabiliser la RDC. "Nous allons continuer à vous aider à atteindre la paix et la stabilité, parce que nous avons une expérience similaire à la vôtre, que nous pouvons vous faire partager", a assuré M. Kenyatta. Il a précisé que le Kenya était prêt à aider à former les fonctionnaires congolais, ainsi qu'à mettre en place des partenariats en matière de construction d'infrastructures et dans l'industrie minière.

Près de 60 000 enfants recrutés dans les groupes armés depuis 2006. « Des milliers d'enfants ont été recrutés, plus de 55 000 enfants, presque 60 000 enfants, ont été documentés par nous, Monusco, comme ayant été recrutés par les groupes et les forces armées depuis l'année 2006 », a déclaré, la cheffe de la section Protection de l'enfant de la Monusco, Mme Dee Brillenberg. « Depuis que la Monusco est ici, depuis 2 000, le recrutement d'enfants est la plus grande menace pour un enfant qui habite dans une zone là où il y a le conflit ». L'idéal serait que dans les 5 ans, ce phénomène soit totalement éradiqué. «Éliminer le phénomène enfants soldats « Kadogo » de l'armée, cela a été un grand travail, on a réussi ensemble. Maintenant, il faut faire la même chose avec les groupes armés », a-t-elle proposé.

La FENAPEC réclame la reprise des travaux de la centrale électrique de Katende. Au Kasai-Central, le manque d'énergie électrique ne favorise pas le développement de l'activité économique, constate Jean-Pierre Kamuabu, vice-président provincial de la Fédération nationale des artisans des petites et moyennes entreprises du Congo (FENAPEC). Il réclame la relance des travaux de construction de la centrale électrique de Katende. « Cette centrale produira plus de 50 Mégawatts qui peuvent facilement desservir le Kasai en général », rappelle Jean-Pierre Kamuabu.

Haut-Uele : 9 rebelles LRA tués par les FARDC à Nyangara et Dungu. Quatre rebelles ont été tués à Dungu et cinq à Nyangara, affirme la même source qui confirme la mort d'un soldat de l'armée régulière dans ces combats. « Le secteur opérationnel est très déterminé de poursuivre tous ces hors la loi pour faire revenir la paix totale dans la région ».

Jeudi 7 février.

Antonio Guterres : « C'est une illusion de penser que l'on pourrait rapidement fermer la MONUSCO en RDC ». « Nous avons déjà entamé un dialogue avec le nouveau président. Je crois qu'il y a une volonté mutuelle de coopération. Il faudra éventuellement revoir le dispositif qui existe en RDC. Les grands problèmes qui se posent sont surtout à l'Est, mais je crois que ce serait une illusion de penser qu'on pourrait rapidement fermer la mission. Je crois qu'il y a encore un travail à faire en étroite coopération avec les autorités et le peuple congolais », a affirmé Antonio Guterres. En septembre 2018, l'ancien président Joseph Kabila avait appelé au retrait de la Monusco présente en RDC depuis 2000. Pour Antonio Guterres, la RDC connaît encore des difficultés économiques, politiques et sociales énormes, y compris sécuritaires notamment dans l'Est du pays et qu'il faut coopérer avec les autorités pour aider le pays à sortir de ces difficultés. António Guterres dit attendre du nouveau président, « un service dévoué à la cause du peuple congolais. ». Pour le secrétaire général de l'ONU, il faudra un gouvernement capable d'être inclusif, de rallier tous les Congolais.

La Cour de cassation rappelle à l'ordre les magistrats et greffiers sur le respect des heures des audiences. « Notre règlement intérieur qui régit les cours, tribunaux et parquets édicte que les audiences doivent commencer à 9 heures et se terminent après l'épuisement des rôles. On ne va pas tolérer les déficiences en cette matière. Et les chefs de division ainsi instruits, vont prendre leurs responsabilités pour déclencher les poursuites disciplinaires à l'égard de tous les contrevenants ».

Assemblée nationale : la validation du mandat d'un député n'a rien à voir avec le contentieux électoral (Lokondo). «C'est un travail administratif : vous identifiez des gens, vous vérifiez si toutes les pièces qui sont jointes à leurs dossiers sont conformes à la loi. Nous ne sommes pas la Cour constitutionnelle. L'Assemblée nationale n'est là ni pour connaître les contentieux des candidatures ou des contentieux des résultats. Si la Cour constitutionnelle invalide un député qui a été

provisoirement élu, d'office, l'élu est éliminé », a précisé Henri-Thomas Lokondo. L'une des missions du bureau provisoire de l'Assemblée nationale est de vérifier et valider les mandats des députés élus.

Le SYNAMAG demande au nouveau régime d'éviter d'instrumentaliser la magistrature. « Si nous pouvons arriver à mettre en place un Etat de droit, cela est profitable à tout notre peuple. Nous estimons que, pour que cela se fasse, il faudrait que les autorités du pays évitent à tout prix l'instrumentalisation de la Justice, l'immixtion des politiques dans la gestion des carrières des magistrats. Cela ne peut se concevoir qu'avec une bonne rémunération. Parce qu'une bonne rémunération est un élément essentiel de l'indépendance du pouvoir judiciaire », a recommandé Edmond Isofa, du Syndicat autonome des magistrats. Il interpelle aussi, en même temps, les magistrats et autres acteurs du pouvoir judiciaire. « En contrepartie, le SYAMAG se dit que dorénavant, il faudrait que les magistrats en ce qui les concernent reviennent à leur façon d'agir. Il faudrait désormais que nous soyons les premiers à combattre la corruption, l'impunité. Puisque ce sont là les maux qui sont reprochés aux magistrats », conseille M. Isofa.

Les déplacés en détresse après les combats entre armée et rebelles burundais à Uvira. La situation sécuritaire dans cette région est relativement calme, mais imprévisible depuis l'arrêt des affrontements récemment signalés entre les troupes loyalistes burundaises et les groupes rebelles à Kabere, Mubere et Mulenge. Ces accrochages ont provoqué des mouvements de population dans cette région de moyens plateaux surplombant Sange. Selon la société civile locale, les Fardc, déployés après les combats, ont érigé des barrières illégales dans des zones précédemment occupées par des groupes rebelles. Et des cas de tracasseries sur les populations sont rapportés au niveau de ces barrières, surtout les jours du marché local.

Ituri : environ 4 000 sans-abris après l'incendie des maisons à Djugu. La situation humanitaire est alarmante dans la collectivité de Ndo dans le territoire de Djugu (Ituri), après l'incendie des vingt villages il y a environ trois semaines par leurs voisins des Walendu Pitsi. Environ quatre mille habitants victimes de l'incendie vivent dans des conditions déplorables : pas d'abris, ni de vivres. Des centaines d'élèves, dont les écoles ont été pillées ou incendiées, n'étudient pas. Les chefs des entités sinistrées lancent une alerte au gouvernement et aux humanitaires pour venir en aide aux victimes. Plus de mille cinq cents maisons ont été incendiées et tous les biens calcinés dans ces villages situés dans les groupements Ngakpa et Uketa dans la collectivité de Ndo. Ce drame a provoqué le déplacement de toute la population locale, affirment les chefs de ces entités. Selon ces derniers, ces déplacés sont dépourvus de tout dans leurs milieux de refuge ; notamment à Kpandroma dans le Walendu Pitsi et dans d'autres localités de la collectivité de Ndo. Ils manquent d'abris, de nourriture, d'habits, de nattes et de couvertures.

Kasaï-Central : des voleurs du matériel de construction du barrage de Katende libérés. « On a volé beaucoup de matériels chez moi au site Katende : tout une malle des clefs mécaniques, interrupteurs, câbles électriques, vitres, démarreurs des véhicules. Les voleurs sont venus de Kananga vers Bunkonde. Un ingénieur de la place a opéré avec cette équipe. Grâce aux militaires, le même jour on a arrêté ces six personnes qui étaient sur 4 motos. Les biens ont été saisis par les militaires qui ont érigé leur barrière de contrôle à Kalonga. Les biens ont été mis à la disposition de la police, chez le capitaine Diambilayi. Le capitaine a entendu ces gens sur PV », détaillé le chef Zacharie Tshipamba, du groupement de Beena Kalubi. Aujourd'hui, il déplore la libération des auteurs de ce vol par l'officier de la police de Bunkonde moyennant une « importante somme d'argent », dit-il. Il appelle les autorités de la police à arrêter cet officier.

Sud-Kivu : la société civile dresse le profil du futur gouverneur. « Nous voulons que le gouverneur qui sera élu soit issu de la population. Nous voulons un gouverneur qui vit avec nous, qui maîtrise la province avec tous ses problèmes, qui connaît tous les huit territoires et qui les a déjà visités, qui connaît le degré de la pauvreté que nous sommes en train de subir, un gouverneur qui vient de la base », détaille Me Patient Bashombe, président du Bureau de coordination de la société civile. Il souligne que le prochain gouverneur du Sud-Kivu devrait avoir le témoignage d'avoir été un bon gestionnaire.

Eclairage public : l'hôtel de ville Kinshasa mise désormais sur l'énergie renouvelable. Le ministre provincial de la Fonction publique, emploi et énergie de Kinshasa affirme que l'hôtel de ville de Kinshasa mise désormais sur l'énergie renouvelable pour résoudre les difficultés de l'éclairage public dans la ville. Rufin Bayambudila parle des lampadaires qui seront alimentés par l'énergie solaire.

Beni : un centre de santé attaqué par des hommes porteurs d'armes blanches. Un groupe d'hommes porteurs d'armes blanches a envahi mardi le centre de santé Kasitu dans la zone de santé de Vuhovi en chefferie de Bashu, territoire de Beni. Ces hommes ont détruit et incendié des matelas du centre. « Nous sommes en train d'alerter les autorités à tous les niveaux afin de s'y impliquer, car, dans cette zone, cela fait très longtemps que l'autorité de l'Etat n'est pas là. Ces sont les miliciens Mai-Mai qui font la loi ici », explique Moïse Kiputulu.

Lubumbashi : la police saisit 35 000 tonnes de cuivre et cobalt. La police des Mines et des Hydrocarbures de Lubumbashi affirme avoir saisi mardi plus de 35.000 tonnes de minerais de cuivre et de cobalt retrouvés dans un entrepôt situé à une vingtaine de km de Lubumbashi sur l'axe Lubumbashi-Likasi. L'officier de la police judiciaire qui instruit le dossier soupçonne un groupe de ressortissants chinois d'avoir volé ces minerais dans la mine de Lusuishi, située sur le même axe. Il révèle que plus de 850 gros camions de 35 tonnes transportaient chaque nuit ces minerais pour les déposer dans cette ancienne usine à l'abandon. Selon le même officier, ces minerais proviendraient de deux carrières situées sur la route Lubumbashi-Likasi au village Kawama dans les carrières Lusuishi et Lukuni appartenant à l'entreprise minière Congo Dong Fang Mining. Le parquet général du Haut-Katanga a ordonné la réquisition de ce produit après une plainte déposée par cette entreprise minière sur le vol de ces minerais par des exploitants chinois en complicité avec des négociants congolais, affirme la police.

Les agents de la SCPT suspendent leur grève à Kinshasa. Les agents de la Société congolaise des postes et télécommunications ont repris le travail après la promesse de la direction générale de leur payer un mois de salaire sur les trois mois d'arriérés, affirme le président syndical Raymond Kizonsi. Le président de la délégation syndicale précise qu'il s'agit d'une suspension et non de la levée de la grève. « Nous avons parlé aux travailleurs. Nous avons demandé de reprendre le travail. Tous sont à leurs postes. Si l'employeur est de mauvaise foi et qu'il ne rencontre pas nos revendications, nous allons encore demander aux agents de manifester, dès la semaine prochaine », ajoute Raymond Kizonsi.

Ce qui reste à faire avant de nommer un Premier ministre. Deux semaines après l'investiture du nouveau président de la RDC, l'opinion attend toujours de connaître le nom du nouveau premier ministre. Analysant l'actuelle composition de l'Assemblée nationale, le constitutionnaliste et tout nouvel élu à l'Assemblée nationale André Mbata, a expliqué que le choix d'un informateur s'impose, étant donné qu'aucun parti ou regroupement politique reconnu ne détient la majorité parlementaire. « Le chef de l'Etat, qui vient de prêter serment de respecter la constitution doit s'y conformer impérativement et désigner un informateur pour identifier la majorité au niveau de l'Assemblée nationale », a-t-il dit, se référant à l'article 78 de la constitution.

Procès du meurtre des experts ONU: les étonnantes révélations du relevé téléphonique de Vincent Manga. Au cours de l'audience du jeudi 7 février au procès du meurtre des experts de l'ONU, le ministère public a présenté au tribunal militaire de Kananga un relevé téléphonique qui révèle que l'un des principaux accusés Vincent Manga a entretenu une abondante communication avec plusieurs personnes suspectées d'avoir participé au meurtre de Zaida Catalan et Michael Sharp. Plus étonnant : M. Manga a reçu des appels émis à partir du téléphone de Michael Sharp, deux mois après la mort des experts. «Manga sait avec qui il a parlé à travers le numéro de Michael Sharp». «Je ne connais pas la personne qui a utilisé ce numéro de téléphone pour m'appeler», répond le prévenu.

Assemblée provinciale de Kinshasa : les mandats des députés provinciaux validés. Selon le secrétaire du bureau provisoire de l'assemblée provinciale, Junior Nembalemba, sur les 44 dossiers présentés, 17 étaient complets. Les 27 autres ont été complétés au cours des travaux de la commission spéciale mise sur pied à cet effet. « Nous avons franchi une grande étape qui était la validation des pouvoirs des députés provinciaux de la ville de Kinshasa. Nous avons respecté le délai du calendrier. Je ne peux que remercier la collaboration de tous les députés qui ont participé à ces travaux », a indiqué Junior Nembalemba. Selon le secrétaire du bureau provisoire de l'assemblée provinciale, la prochaine étape va consister à coopter des chefs coutumiers au sein de cette institution. Et ce sujet sera débattu à la prochaine pentière.

L'armée recommande de ne pas recruter les enfants. « L'objectif c'est de continuer à lutter contre les six violations graves des droits de l'enfant, particulièrement le recrutement et l'utilisation des enfants ainsi que les violences sexuelles », a indiqué le général-major Joseph Mutombo, qui est aussi coordonnateur du groupe de travail technique conjoint sur les enfants et les conflits armés. Selon lui, l'armée a déjà obtenu un résultat palpable, et ne fait plus partie de la liste des pays en conflit qui utilisent les enfants. Concernant les violences sexuelles contre les enfants dans le contexte de conflit armé, la section protection de l'Enfant de la Monusco a fait savoir, au cours de cet atelier que 51% des violations documentées en 2018 étaient attribuées aux agents étatiques, notamment aux éléments de l'armée et de la police nationale.

Vendredi 8 février.

Haut-Lomami : la Monusco inaugure un marché financé par elle à Kamina. Il s'agit d'un projet à impact rapide financé par la Monusco/Lubumbashi pour un coût de 29 600 USD et exécuté par l'Association Rafiki ya Walimaji (Rawa). Pour la Monusco, l'objectif de construction de ce marché est d'améliorer les conditions de travail des vendeurs et vendeuses du marché 82 dans le cadre de la promotion du genre. Pour l'ONG qui a exécuté ce projet, les travaux ont duré trois mois.

Félix Tshisekedi à Brazzaville pour relancer la coopération avec le Congo. Le Président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi est arrivé jeudi 7 février en début de soirée à Brazzaville, dernière étape de sa première tournée sous-régionale. Félix Antoine Tshisekedi et Denis Sassou Nguesso vont traiter de questions relatives à la relance de la coopération bilatérale et consolider les relations de bon voisinage, indique le portail.

Assemblée nationale : Gabriel Kyungu loue le travail des députés en commissions. « J'admire l'état d'esprit du travail, nos collègues travaillent avec beaucoup d'assiduité. Il y en a qui sont déjà presque à la fin. Et ce que j'admire c'est la ponctualité, c'est la volonté d'aller de l'avant. Le pays peut compter sur le Parlement, sur l'Assemblée nationale actuelle composée principalement des jeunes qui ont besoin vraiment de remettre le train sur les rails. Ils travaillent sans faute », s'est réjoui Gabriel Kyungu. Les élus de chaque province constituent une commission spéciale qui examine les dossiers des élus d'une province autre que la leur. La prochaine plénière, sera consacrée à la validation des mandats des députés nationaux.

L'ANAPI appelle au respect des réformes relatives au permis de construire en RDC. « Il est important que la vraie information atteigne tous les acteurs dans le secteur du permis de construire (...) Il est important aujourd'hui, pour les bénéficiaires, de savoir qui sont exactement les vrais acteurs dans le cadre de la construction des bâtiments », a affirmé Anthony Nkinzo, le directeur général de l'ANAPI, l'Agence nationale pour la promotion des investissements. L'objectif de cet atelier était d'emmener les architectes, ingénieurs et les entreprises de construction à s'imprégner des réformes intervenues dans ce secteur en RDC. A cet effet, le directeur général de l'ANAPI, Anthony Nkinzo, a insisté sur le rôle de chaque intervenant dans la réussite de cette réforme. Selon le directeur général de l'ANAPI, d'importantes réformes ont été initiées par le gouvernement. Il cite notamment la délivrance du certificat de conformité et la réduction de la taxe de bâtisse.

L'Intersyndicale de l'EPSP demande aux enseignants de ne pas aller en grève. Le rapporteur de l'Intersyndicale des syndicats des enseignants de l'EPSP, Daniel Bikenge, dit avoir constaté une agitation dans le chef des enseignants à la suite de la suspension des travaux de la commission paritaire gouvernement - intersyndicale de l'EPSP. « Ces travaux ont été suspendus le 20 décembre, pour des raisons électorales. On doit les clôturer », a-t-il assuré. « Nous leur demandons d'être calmes, parce que, d'ici là, nous allons reprendre les travaux, pour que, dans quelques jours, nous puissions signer le protocole d'accord avec le gouvernement de la République, qui est notre partenaire ».

Tanganyika : le HCR lance le projet d'assistance monétaire aux déplacés de retour à Makala. Au moins 195 ménages sont bénéficiaires de ce projet qui cible trois localités dans le territoire de Kalemie pour 1 072 ménages. Le HCR remet aux responsables de ces ménages une somme variant entre 100 et 130 dollars. Benoit Kakudji Kabembe dont le ménage fait partie des 195 qui sont retournés à Makala depuis quelques mois affirme devoir tout recommencer. C'est l'une des victimes du conflit entre les populations Twa et les Bantou.

Nouvelle attaque armée à Beni. Des hommes armés non identifiés ont attaqué, la nuit du jeudi à ce vendredi 8 février à Rwangoma, un quartier de la commune de Beu, périphérie de la ville de Beni. Selon des sources locales, le bilan est de quatre civils tués et quelques maisons pillées par les assaillants. L'identité exacte des auteurs de l'attaque de Rwangoma n'est pas encore connue, car depuis quelques jours les Fardc font face aux groupes armés ADF et Maï-Maï dans la région de Beni.

Ituri : la Monusco finance un atelier de fabrication artisanale du savon à Komanda. La Monusco a inauguré jeudi 7 février un atelier artisanal de fabrication du savon à Komanda situé à 75 km au Sud de Bunia (Ituri). Ce projet est financé par la Monusco à hauteur de 96 400 USD. L'objectif de ce projet est notamment de permettre aux ex-combattants démobilisés et aux femmes victimes des violences sexuelles de se prendre en charge avec les recettes issues de la vente de ce produit. Plus de deux cents personnes, parmi lesquelles les membres de la communauté de Komanda, ont été formées à la fabrication du savon ainsi que la gestion d'une activité génératrice de revenu.

Félix Tshisekedi aux Congolais habitant Brazzaville : « D'ici septembre, nous allons supprimer la prime des parents ». La prime payée par les parents instaurée dans les écoles publiques au début des années 90 vise à suppléer les frais de fonctionnement des écoles et les salaires modiques que l'Etat verse aux enseignants. Le chef de l'Etat de la RD Congo séjourne à Brazzaville pour une visite de travail depuis jeudi 7 février. Il mise sur la lutte contre la corruption pour financer son action dans le secteur de l'éducation. « Il y a environ 20 milliards de dollars de perte à cause de la corruption. Nous devons la combattre pour trouver les moyens de financer nos politiques notamment celui de l'éducation. L'école doit être obligatoire et gratuite », a-t-il dit. « Ma priorité c'est la paix. On ne peut pas diriger ce pays en ayant une insécurité à l'Est et même dans les autres points. Tout le monde doit vivre heureux et en sécurité », a déclaré le chef de l'Etat congolais. Il

promet par ailleurs de « revoir nettement à la baisse le prix du passeport de la RDC », qui se négocie actuellement à au moins 200 dollars américains, et de faire en sorte que des Congolais disposent des cartes d'identité.

Viol et cambriolages à Bunia : police et parquet à couteaux tirés. Une fille a été violée au quartier Bankoko de Bunia (Ituri), la nuit de mardi à mercredi dernier, alors que quelques cas de cambriolage sont signalés dans plusieurs quartiers de la ville. Cette recrudescence d'insécurité observée ces derniers jours dans cette ville est due à la libération, fin décembre dernier, des criminels de grands chemins par le parquet, a estimé la police vendredi 8 février. Une version que rejette le parquet. Entre-temps, la police dit tout mettre en œuvre pour sécuriser la population de Bunia et ses biens.

Nord-Kivu : Sheka affirme avoir sécurisé les kits électoraux en 2011. Le prévenu et chef de la milice Mai-Mai Nduma Defense of Congo (NDC) Ntabo Ntaberi dit Sheka a affirmé jeudi 7 février devant les juges de la cour militaire qu'il a sécurisé les kits des élections en 2011. Il réfute aussi le chef d'accusation de participation à un mouvement insurrectionnel. Lui et ses avocats ont largement soutenu avoir collaboré avec le gouvernement, affirmant avoir été ravitaillé en munitions par un bataillon des Fardc basé jadis à Mungazi, non loin de Bunyampuri en groupement Ihayana dans le Walikale.

La production du cuivre et du cobalt en hausse en 2018. En 2018, la RDC a augmenté sa production de cobalt à plus de 43 % par rapport à 2017, a indiqué mercredi la Chambre de commerce de la RDC. Le cuivre a connu une augmentation de production de plus de 12 %, selon la même source. Glenconre, à travers ses filiales Kamoto Cooper Company et Mutanda Mining basées à Kolwezi, a produit au courant de l'année 2018 plus de 1,450 million de tonnes de cuivre et plus de 42 000 tonnes de cobalt. Du côté de Tenke Fungurume Mining, jusqu'au 3e trimestre 2018, la production du cuivre s'élevait à plus de 125 000 tonnes de cuivre et plus de 11 000 tonnes de cobalt, indique le communiqué de cette entreprise. Pendant ce temps, l'entreprise Ivanhoé qui exploite le gros gisement minier de Kamao à Kolwezi annonce avoir découvert du cuivre avec une teneur de 13% à 22 mètres seulement de la surface. A Kolwezi, la Confédération des coopératives minières appelle ces géants miniers à investir également dans les projets de développement. Cela pourrait avoir un impact positif sur la vie des communautés locales, assure Theo Mafo, son président.

Sud-Kivu : des patrouilles pédestres de l'armée et de la police pour restaurer la sécurité à Minembwe. Les participants à une réunion de sécurité du territoire de Fizi, élargie jeudi 7 février aux responsables des affaires civiles de la MONUSCO, ont décidé d'impliquer les Fardc basées à Mikenge et la police basée à Kalingi pour effectuer des patrouilles à pieds sur les zones insécurisées de Minembwe. Ces mesures visent à restaurer la sécurité dans cette zone. L'administration locale, l'armée, la police, l'ANR, la DGM et la société civile ont pris part à cette réunion. Les participants à cette réunion ont relevé le fait selon lequel, dans l'ensemble, la situation sécuritaire est globalement calme à Minembwe, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi. Mais des combattants Mai-Mai et des miliciens Twigwaneho font des extorsions sur des civils.

Kongo-Central : arrestation du présumé assassin des changeurs de monnaie à Matadi. Ce présumé commanditaire et assassin des changeurs de monnaie Matadi est un tenancier d'un dancing/Bar du quartier Mvuadu dans la commune de Mvuzi. Il a été dénoncé par deux policiers membres de sa bande qui s'étaient livrés à la police le samedi dernier selon les proches de la victime.

La Monusco disponible pour accompagner le processus de reddition des miliciens au Kasai. Bruno Donat, en visite au Kasai-Central, a indiqué mercredi que la Monusco dispose des outils techniques opérationnels pour faire face à ce retour des miliciens qui viennent déposer leurs armes. Mais le programme DD3R de l'ONU n'encourage pas cette pratique de remise d'armes contre de l'argent qui représente une solution à court terme et peut avoir un effet contraire, a expliqué Bruno Donat. Pour lui, il faut un suivi du combattant, de ses dépendants et même de la communauté. Tout ceci parce qu'«on ne peut pas faire un programme pour des personnes qui ont participé à une milice en les récompensant, et ne pas donner quelque chose en appui aux communautés», dit-il.

Denis Sassou Nguesso et Félix Tshisekedi veulent poursuivre les échanges « à tous les niveaux ». Ce vœu est contenu dans le communiqué conjoint signé vendredi 8 février, par les deux chefs d'Etats. Ils demandent aussi la réactivation des commissions mixtes spécifiques, lesquelles vont « traduire la volonté de raffermissement des liens d'amitié, de coopération et de fraternité qui unissent les deux pays. ». Félix Tshisekedi est rentré à Kinshasa, après avoir passé 48 heures à Brazzaville.

Kasai : plus de 2 000 Congolais expulsés d'Angola sont arrivés à Kamako. « L'Angola est en train de refouler des Congolais chaque jour. Nous demandons à nos compatriotes de rester sur notre sol au lieu d'aller à l'étranger d'une manière irrégulière. Qu'on y aille avec des papiers légaux. Mais quand on entre d'une manière cachée, on risque sa vie », a conseillé

Jean-Paul Kuzo, l'administrateur du territoire de Tshikapa. Selon lui, l'Angola est dans ses droits d'expulser tout Congolais qui réside irrégulièrement sur son sol.

Samedi 9 février.

Félix Tshisekedi attendu à Addis-Abeba. Le président de la République Felix-Antoine Tshisekedi a quitté Kinshasa ce samedi 9 février matin pour Addis-Abeba en Ethiopie. Le chef de l'Etat prendra part au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, indiquent des sources officielles.

Université de Kisangani : des étudiants attaquent des résidences des professeurs et des administratifs. Au camp VIII, site où sont hébergés quelques professeurs et chefs de Travaux, les étudiants fous de colère, se sont attaqués à leurs résidences officielles, par des jets de projectiles. Ils ont détruit même certains de leurs biens avant d'agresser une femme d'un agent administratif. D'autres maisons des professeurs logés dans les périmètres de ce camp n'ont pas été épargnées par ces actes de vandalisme. Pendant ce temps, des centaines des policiers déployés pour veiller à l'ordre public ont assisté impuissamment à ce spectacle désolant, avant de se retirer. Ces étudiants ont posé ces actes pour marquer leur désapprobation aux corps académique, scientifique et administratif qui exigeaient que les étudiants logés au Complexe Elungu soient déguerpis. Les mêmes corps exigeaient aussi le dédommagement des biens incendiés par les étudiants, notamment les véhicules et les motos ainsi que des sanctions pour les auteurs de ces dégradations. Le jeudi 7 février, des étudiants s'étaient soulevés pour réclamer la libération de deux de leurs camarades arrêtés par la police dans une affaire de meurtre. Ils ont brûlé deux véhicules des professeurs et près de dix motos appartenant aux fonctionnaires du bâtiment administratif de l'Unikis.

Nord-Kivu : la CNDH sensibilise les acteurs politiques et la société civile sur la liberté de manifestation. Un atelier de deux jours a été organisé à cet effet. Ce même atelier lance une campagne nationale sur cette thématique. « Nous faisons le tour de la République pour faire la promotion de ce droit fondamental. Le droit à la liberté d'expression qui est prévu dans notre constitution. Il faut d'abord que les gens sachent que manifester c'est un droit fondamental. Ce n'est pas un privilège qu'accorde l'autorité. Donc nous allons présenter le cadre juridique en plusieurs modules », a indiqué Maziambo Makengo Kisala. « Nous avons ciblé les jeunes par ce que ce sont les principales victimes, de la répression qu'il y a eu dans le pays, mais ce sont aussi les principaux auteurs des dégâts qui ont été causés par les manifestations. Nous voulons arriver à deux choses, premièrement c'est que l'autorité respecte l'exercice de ce droit-là. De deux que ceux qui manifestent le fassent dans le respect des normes. Donc nous pensons que désormais on va arriver à des manifestations pacifiques, qui ne donneront lieu ni à des morts, ni à des blessés ni à des arrestations », note Maziambo Makengo Kisala.

Haut-Katanga : au moins 1700 cas de cambriolage enregistrés en 2018. Dans ce rapport de 21 pages, la société civile précise qu'il y a eu plus de 1000 cas de vols à mains armés, environ 205 cas de meurtres et 137 cas de viols. « Ces données ont été collectées grâce aux observateurs sur terrain. Ce sont tous les citoyens qui veulent contribuer à l'amélioration de la sécurité. Sur toute la province, la commune Annexe a été la plus criminogène. Dans la commune Annexe, nous avons enregistré 632 cas. Nous recommandons au gouvernement de renforcer la collaboration entre différents acteurs et services étatiques », a indiqué Bertin Tshoz chargé de la thématique Armée et police de la gouvernance sécuritaire à la société civile du Haut-Katanga.

Ituri : les Fardc et un groupe d'assaillants s'affrontent à Nyolo. C'est depuis quelques mois qu'un groupe d'hommes armés est localisé au village de Nyolo considéré le maquis de ces assaillants qui sèment la terreur dans le territoire de Djugu. C'est à partir de ce bastion que ces assaillants organisent des attaques dans certaines localités lacustres notamment Largu, Torges, Muvaramu, Joo. Alertées, les Fardc ont lancé depuis vendredi matin l'attaque contre les positions de ces assaillants. Les sources de sécurité indiquent que les assaillants sont en déroute. Un autre groupe d'assaillants est signalé aux environs de village de Linga toujours en secteur de Walendu Pitsi dans le territoire de Djugu. Ces assaillants planifieraient une attaque contre les Fardc indiquent certaines locales. Face à cette menace, les forces loyalistes ont intensifié les patrouilles pour éviter l'infiltration de ces hommes armés et sont en alerte pour démanteler ce groupe armé qui est de plus en plus actif dans la région.

Sud-Kivu : 25 miliciens Maï-Maï Yakutumba condamnés à des peines allant de 10 à 8 ans de prison. Ce verdict a été prononcé à l'issue d'un procès en chambres foraines qui avait débuté le 1er décembre 2018. Tous ces miliciens étaient poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel et détention illégale d'armes de guerre. Toutes ces personnes avaient été capturées dans différentes opérations militaires menées par les Fardc dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu et Kabambare au Maniema l'année dernière.

Ebola à Beni : la barre de 500 morts dépassée. Depuis le début de l'épidémie, il y a eu 502 décès (441 confirmés et 61 probables) et 271 personnes guéries, a annoncé le ministère de la Santé dans un communiqué publié vendredi 8 février. Depuis le début de la vaccination le 8 août 2018, 76.425 personnes ont été vaccinées, dont 20.473 à Beni.

Dimanche 10 février.

Addis-Abeba : Félix Tshisekedi et Abdel Fatah al-Sissi échangent sur la sécurité et le développement de la RDC. Le Président congolais Félix-Antoine Tshisekedi et son homologue égyptien ont échangé samedi 9 février à Addis-Abeba sur la sécurité et le développement de la RDC. L'Égypte s'est engagée à contribuer à la sécurité, la paix et le développement de la RDC, à la grande satisfaction du Président Félix Tshisekedi Tshilombo. Cet échange a eu lieu en marge du 32e sommet de l'Union africaine. Ce 32e sommet de l'Union africaine va consacrer la passation de relais entre Paul Kagame et Abdel Fatah al-Sissi, respectivement président sortant et président entrant de l'UA.

Addis-Abeba : rencontre entre Félix Tshisekedi et Antonio Guterres sur les priorités du partenariat RDC-ONU. Le Secrétaire-général a félicité le Président Tshisekedi pour son accession à la magistrature suprême de la République démocratique du Congo (RDC). Il a salué la volonté du Président de travailler en collaboration avec les Nations Unies, afin de relever les défis auxquels la RDC fait face. Guterres croit aussi qu'il y a des conditions pour construire la stabilité et l'union en RDC, où les élections se sont produites sans violence.

Goma : le corps d'un professeur visiteur retrouvé sans vie. Il s'agit d'Alexis Tshimombo, professeur de l'ISTA/Kinshasa en mission à Goma. Son corps a été retrouvé sans vie alors qu'il devait rentrer à Kinshasa mardi prochain. Une enquête a été ouverte par la police et deux suspects sont déjà aux arrêts.

Haut-Katanga : baisse des cas de rougeole dans les zones de santé de Kilwa, Mitwaba et Pweto. De 800 cas par semaine enregistrés il y a un mois, les structures médicales n'ont enregistré que 47 cas par semaine en ce mois de février, rapporte le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (Ocha). Ocha révèle que les ripostes sélectives organisées par la division provinciale de la santé ainsi que la prise en charge médicale de Médecins sans frontière France figurent parmi les moyens ayant été à la base de cette baisse, même si l'idéal serait d'associer à la prise en charge médicale la sensibilisation et l'engagement communautaire. Dans son bulletin Ocha relève que pour toute l'année 2018, la province du Haut-Lomami avait enregistré 9 014 cas de rougeole, parmi lesquels on a déploré 147 décès.

Union africaine : Félix Tshisekedi élu 2e vice-président. Le bureau de l'UA pour l'année 2019 sera composé comme suit : président Abdel Fatah al-Sissi (Égypte), 1er vice-président Ramaphosa (Afrique du Sud), 2e vice-président Félix-Antoine Tshisekedi, 3e vice-président Mahamadou Issoufou (Niger), 4e vice-président et rapporteur Paul Kagame (Rwanda).

Félix Tshisekedi : « La passation pacifique du pouvoir est la preuve de la maturité politique de notre peuple. » « Il est un fait que la RDC se présente aujourd'hui devant vous dans un contexte particulier qui devrait, j'en suis persuadé, honorer toute l'Afrique. Ce contexte issu des élections qui ont eu lieu le 30 décembre 2018 consacre la toute première alternance démocratique et pacifique du pouvoir depuis notre indépendance, et ce, dans le respect de la constitution. Cette passation pacifique du pouvoir entre le président sortant et le dirigeant du plus ancien parti de l'opposition a démenti tous les pronostics du chaos annoncé à l'issue de ces élections. Elle est la preuve de la maturité politique de notre peuple », a affirmé Félix Tshisekedi. « Ce passage de témoin augure également une nouvelle ère où sur la base de ce acquis démocratique, il nous faut consolider davantage la paix et la sécurité, combattre des antivaleurs, construire un état de droit, renforcer la politique de bon voisinage et le règlement pacifique des différends, neutraliser la nébuleuse des groupes armés qui massacrent et sèment la mort et la désolation dans certaines contrées du pays, tout particulièrement à Beni et à Butembo dans le Nord-Est », a promis M. Tshisekedi. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a fait remarquer, dans son discours au 32e sommet de l'UA dimanche à Addis-Abeba que la RDC ne peut pas continuer d'être victime de ses ressources naturelles. « Notre pays a tant souffert depuis qu'il est Congo. Les guerres meurtrières que nous avons vécues devraient interpellier toute l'Afrique et la conscience internationale afin de ne point favoriser ni sponsoriser toute tentative susceptible de faire revivre au peuple congolais les mêmes atrocités que nous ne cessons de décrier depuis plus de 20 ans. Il n'est donc plus acceptable que mon pays le Congo continue d'être indéfiniment victime de la convoitise de ses immenses ressources naturelles », a lancé Félix Tshisekedi, dimanche à Addis-Abeba. « Cependant, à travers des partenariats gagnant-gagnant, la RDC s'engage à apporter sa contribution à toute action visant la mise en valeur de ses ressources naturelles pour le bien-être de l'Afrique et du reste du monde », a promis Félix Tshisekedi.

L'ambassadrice d l'UNFPA échange avec les jeunes sur les risques et les conséquences des grossesses précoces. L'ambassadrice de bonne volonté du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) Mme Ashley Judd a interpellé

les jeunes congolais à partir de sa propre expérience : « Ma grand-mère a eu une grossesse à l'âge de 14 ans, ma mère, a 14 ans. Et même après ces expériences, moi je n'ai pas eu l'éducation sexuelle, j'ai eu des relations sexuelles beaucoup très tôt, très jeune, sans information ni méthode de prévention. J'ai eu la chance parce que je ne suis pas tombée enceinte. J'ai décidé de le partager avec tous les jeunes à travers le monde », a conseillé Mme Ashley Judd. « Nous rêvons que lorsqu'une femme est enceinte, qu'elle puisse accoucher sans mourir. Malheureusement dans beaucoup de pays, à la suite de la grossesse, il y a beaucoup de décès », regrette-elle. Mme Judd a aussi visité la maternité de ce centre et distribué des kits de dignité à 26 femmes et leurs nouveau-nés. Une action qui bénéficie de l'appui du gouvernement suédois.

Lundi 11 février.

Nord-Kivu : les habitants de Bashali Mokoto fuient leurs villages occupés par des combattants du NDC/Guidon. Des déplacements massifs des populations sont signalés depuis le 15 janvier, indiquent les mêmes sources. Ces habitants fuient les villages de Nyange, Bibwe, Kivuye, Mpati, Kitso, Lwama, Kalungo et Kinyama, dans le groupement Bashali Mokoto du territoire de Masisi pour se concentrer à Kalengera et Kirumbu, villages situés à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de la cité de Kitshanga. Là, ils vivent dans des familles d'accueil. Ces familles déplacées affirment qu'elles veulent aussi se mettre à l'abri des accrochages à répétition entre les groupes armés locaux qui occupent leurs villages. Il s'agit du groupe Nyatura et du NDC de Guidon qui s'affrontent régulièrement dans cette zone. Des témoignages des déplacés font parfois état des villages administrés de manière organisée par deux groupes armés occupant chacun sa partie.

Lutte contre Ebola à Butembo : le maire préconise des prélèvements sur les cadavres. Lorsqu'un décès survient dans la communauté, des prélèvements devraient se faire sur le cadavre pour connaître la maladie à la base du décès. C'est l'une des préconisations formulées samedi 9 février par le maire de la ville de Butembo (Nord-Kivu), Me Sylvain Kanyamanda. Selon lui, si la mort est causée par la maladie à virus Ebola, il faudrait désinfecter la maison où vivait le défunt. Une autre mesure prise est la vaccination de toutes les personnes qui ont été en contact avec le cadavre d'une personne morte d'Ebola. Ensuite, il faut un enterrement « digne et sécurisé », a ajouté Me Sylvain Kanyamanda.

Kinshasa : le personnel de la Radio et Télé 50 menace d'aller en grève. Les employés de ce media réclament plus de onze mois de salaire pour les uns et quatorze mois pour d'autres, selon leur avocat Me Eddy Mukadi Kantabilenga. Les travailleurs réclament également l'élection d'un comité syndical chargé d'assurer la défense des droits des travailleurs et le contrôle des activités de l'entreprise. En réaction, Jean-Marie Kasamba, propriétaire de cette société affirme que les salaires sont payés au fur et à mesure depuis la semaine dernière et qu'il n'a reçu aucun courrier de menace de grève des agents. Ce que nient les journalistes.

Kongo central : la CENI a enregistré 6 candidatures pour le gouvernorat, 45 pour le Sénat. Parmi les candidats gouverneurs de provinces, il y a notamment le député national élu de Lukula Simon Floribert Mbatshi Batshia, ancien gouverneur de province qui se présente pour le compte du parti politique PPRD. Du côté de l'opposition, on note la candidature de l'élu national et provincial de Kasangulu, Jean-Claude Vuemba Luzamba. Atou Matoubuana gouverneur intérimaire du Kongo central se présente comme indépendant, tout comme l'homme d'affaires Phampile Badu wa Badu. Les quatre sénateurs, le gouverneur ainsi que son vice seront choisis par les 41 députés provinciaux que compte la nouvelle assemblée provinciale du Kongo Central au mois de mars.

Le HCR et ses partenaires ont besoin de 296 millions USD pour aider les réfugiés burundais. Le HCR et ses partenaires ont lancé cet appel à la communauté humanitaire et internationale samedi 9 février au camp des réfugiés burundais de Lusenda, en territoire de Fizi, au Sud Kivu. L'objectif était de faire la rétrospective 2018 et la projection des actions 2019 pour les réfugiés de Lusenda et du site de Mulongwe, en territoire de Fizi. Selon des sources humanitaires, cet appel des fonds du HCR vise à financer plus de 35 projets au cours de cette année dans différents secteurs dont l'éducation et la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et jeunes filles. Ces projets concernent 350 000 burundais réfugiés en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda et en RDC. Chaque ONG humanitaire a présenté son bilan et les difficultés rencontrées l'année dernière. Il ressort que beaucoup parmi ces ONG n'ont pas de budget 2019, donc pas de financement. Ils ont évoqué le besoin en nourriture pour les réfugiés, l'insuffisance des matériels scolaires pour leurs enfants, ainsi que des cas de violence sexuelle contre les femmes et jeunes filles. A cela s'ajoute le problème de la destruction de l'environnement autour des sites d'hébergement des réfugiés.

Une enquête de l'ASBL SEAC sur le nouveau leadership en RDC. L'ASBL Solidarité en Action (SEAC) a publié dimanche 10 février, les résultats de son enquête portant sur les personnalités qui peuvent contribuer à l'avènement d'un nouveau leadership en RDC. Cette enquête lancée depuis le 10 janvier avait pour mission d'identifier les personnalités expérimentées et crédibles sur qui le Président Félix Tshisekedi Tshilombo peut compter pour assurer le bien-être du peuple

Congolais. Parmi ces personnalités, se trouvent entre autres le Dr. Denis Mukwege, prix Nobel 2018, Albert Yuma Mulimbi, président du patronat congolais et PCA de la Gecamines, Mme Marie-Ange Lukiana Mufwankolo, députée nationale, ministre honoraire du genre et une des actrices principales de la promotion des droits de la femme et du genre en RDC, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, Mme Jacqueline Penge, œuvrant dans le secteur du contrôle budgétaire, réputée pour sa discrétion et sa loyauté aux idéaux de la cause nationale, ...

Ituri : des corps mutilés amputés de sexes ramassés à Mahagi. Un corps sans vie, identifié comme celui d'une femme, a été retrouvé samedi 9 février dans le territoire de Mahagi en Ituri. Selon les habitants qui ont découvert la dépouille, certains organes ont été emportés par des inconnus. Ils indiquent que des corps sans vie des femmes, sont de plus en plus ramassés dans certaines entités de la province. Dans la nuit du jeudi à vendredi de la semaine dernière, le corps sans vie, d'une femme, amputé de son sexe a été découvert à Ariwara, un centre de négoce situé à quarante et cinq kilomètres d'Aru-centre. « C'est comme si quelqu'un achète ces organes et part les revendre. Il faudrait que la justice mène des enquêtes ».

Université de Lubumbashi : la vie a repris normalement, affirme le directeur de cabinet du Recteur. Toutes les revendications ayant entraîné des manifestations des étudiants de l'Université de Lubumbashi ont trouvé des réponses favorables. Le professeur Germain Ngoy Tshibambe a rappelé que les étudiants revendiquaient le rétablissement de l'eau, du courant électrique ainsi que la fixation des frais d'études à 920 FC, le dollar américain. Il a, cependant, noté que le soulèvement des étudiants a occasionné une semaine de retard dans le calendrier académique et promet que ce retard sera comblé.

Nord-Kivu : un groupe armé perturbe la sécurité à Kamuronza. Ce groupe armé actif qui s'est installé depuis plusieurs mois au village Karenga menace la sécurité des habitants. Quelques militaires Fardc sont déployés dans cette zone pour mettre en déroute ces hommes armés, mais, les défis sécuritaires demeurent. Les habitants affirment qu'ils vivent dans la peur. Les habitants du groupement Kamuronza sont aussi mécontents de la façon dont la justice militaire fonctionne à Goma. Ils affirment que des suspects arrêtés sont vite relâchés et recourent aux représailles une fois rentrés dans leur milieu.

Uvira : les Fardc sensibilisent les groupes armés à déposer les armes. Les FARDC du secteur opérationnel Sokola 2 au sud du Sud-Kivu appellent tous les groupes armés locaux actifs dans la zone à déposer sans délai leurs armes auprès des unités des Fardc les plus proches. Faute de quoi, l'armée régulière les contraindra à le faire. Ce message est lancé ce lundi 11 février à travers les radios communautaires locales dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira. Depuis le mois de janvier, le général autoproclamé Mai-Mai Ebuela Mapigano, ex-compagnon de lutte de Yakutumba s'est annoncé dans les hauts plateaux de Mikenge, en territoire de Mwenga avec 300 combattants pour la reddition des Fardc. Trois autres groupes armés locaux actifs dans les moyens plateaux du secteur de Tanganyika en territoire de Fizi se sont annoncés à la Monusco à Lusenda pour leur reddition. Mais dans le territoire d'Uvira, les groupes armés locaux sont coalisés aux forces et groupes armés burundais et rwandais. Le commandant du secteur opérationnel Sokola 2, le général David Rugayi demande par ailleurs aux groupes armés étrangers actifs dans sa zone de responsabilité de quitter sans délai le sol congolais, faute de quoi, les Fardc feront usage de la force. Les groupes armés burundais Red Tabara, FNL et FOREBU opérant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira sont principalement ciblés dans cette sensibilisation des Fardc.

Journée mondiale des malades : les médecins catholiques consultent gratuitement à Kisangani. Ces médecins prennent aussi en charge tous les malades souffrant du paludisme simple. Au début des consultations qui se tiennent à la paroisse Saint Esprit, 80 cas de paludisme simple dont 13 positifs ont été dépistés, et au moins 70 cas négatifs enregistrés.

Maniema : 39 détenus libérés par grâce présidentielle. Il s'agit d'une mesure collective de grâce présidentielle qui concerne des personnes détenues pour des infractions bien définies. Après la constitution d'une commission pour examiner les dossiers des condamnés, 33 civils, 6 militaires et policiers ont bénéficié de cette mesure.

Assemblée nationale : les mandats des députés seront validés mercredi. Les vingt-six commissions spéciales de l'Assemblée nationale finissent ce lundi 11 février au Palais du peuple le travail de vérification des pouvoirs de chaque député national. Elles vont déposer donc leur rapport au plus tard mardi au bureau provisoire de cette institution, qui a déjà fixé la prochaine plénière pour ce mercredi.

Meurtre des experts ONU : le ministère public annonce l'inculpation de Jean Bosco Mukanda. Depuis le début de ce procès en juin 2017, Jean Bosco Mukanda est le principal témoin. C'est lui qui a fourni les premiers éléments aux enquêteurs après l'exécution des experts. C'est également lui qui a donné les noms de plusieurs personnes qui se retrouvent aujourd'hui parmi les prévenus. Mais depuis la reprise du procès en août 2018 après plusieurs mois d'interruption, Mukanda est passé du statut de témoin vedette à celui de suspect. En septembre dernier, le parquet militaire décide de son arrestation.

Le ministère public estime que Jean Bosco Mukanda n'est pas le témoin passif des événements du 12 mars 2017 comme il se décrit lui-même. Plusieurs prévenus notamment Vincent Manga et Ilunga Lumu soutiennent en effet que Mukanda a participé à l'exécution des experts. Au cours d'une audience au cours de laquelle il relate l'exécution de Zaida Catalan et Michael Sharp, le prévenu Lumu présente Mukanda comme l'un des organisateurs de ce crime. Le ministère public annonce qu'il va transmettre au tribunal dans les prochains jours la décision de renvoi pour lui signifier l'inculpation de Jean Bosco Mukanda pour le meurtre des experts de l'ONU. L'annonce de l'inculpation de Jean Bosco Mukanda réjouit la défense qui le demandait depuis plusieurs semaines. « Nous sommes très satisfait, nous de la défense. Nous avons crié que Mukanda était un enseignant de trop et qu'il fallait qu'il soit transformé en prévenu. Il sait les tenants et les aboutissants de tout ce qui s'est passé sur la scène du crime. Les préparatifs de Kananga, Moyo Musuila et même après l'exécution des experts, il connaît », explique l'avocat qui défend plusieurs prévenus poursuivis dans ce procès.

Tête-à-tête Félix Tshisekedi - Paul Kagame à Addis Abeba. « Pendant près de deux heures, les deux chefs d'Etat ont passé en revue les questions de bon voisinage et de franche coopération entre leurs Etats », en marge du sommet de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba, a indiqué à l'AFP l'entourage du président congolais. A Addis Abeba, le président Tshisekedi a aussi rencontré la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini. Trois dossiers ont été abordés : le retour à Kinshasa de l'ambassadeur de l'Union européenne, Bart Ouvry, invité à quitter le territoire congolais en décembre avant les élections ; la réouverture de la Maison Schengen, sorte de consulat européen fermé en janvier 2018 par les autorités congolaises; les sanctions de l'UE envers quatorze responsables du régime de l'ex-président Joseph Kabila. Le nouveau président congolais a également abordé avec le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, l'avenir de la Monusco, selon l'AFP. Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili et actuelle Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a elle aussi été reçue par le président de la RDC. Ce dernier a été en outre élu 2ème vice-président de l'UA.

Le Sommet de l'UA appelle à un dialogue sur le gouvernement inclusif en RDC. Addis-Abeba, Ethiopie - Le commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, Smail Chergui, s'est entretenu lundi avec le président de la RDC, Félix Tshisekedi, au sujet de la possibilité de former un gouvernement d'union nationale. Le responsable de l'UA a déclaré que le processus électoral en RDC était plus complexe, mais que la réaction de la population en général dans ce pays d'Afrique centrale est un signe de la volonté des peuples d'aller de l'avant. « Ce n'était pas facile avec une épidémie d'Ebola et la violence armée dans la région de l'Est. Le lendemain des élections, il y a eu des célébrations et certains groupes armés ont rendu leurs armes. C'est un signal que nous ne pouvons pas ignorer », a déclaré Chergui aux journalistes lors d'une conférence de presse organisée en marge du sommet de l'UA. Le Président Tshisekedi a été chaleureusement accueilli par ses pairs africains lors de la cérémonie d'ouverture au cours de laquelle il a été nommé troisième vice-président de l'Organisation. A un moment donné, les chefs d'Etat ont quitté leurs sièges pour saluer le nouveau dirigeant congolais élu, vainqueur surprise des élections. Le chef de l'opposition congolaise, Martin Fayulu, continue de mettre en doute la légitimité du Président Tshisekedi et a appelé le Sommet de l'UA à organiser de nouvelles élections dans six mois afin de résoudre le problème. Chergui a déclaré avoir eu des entretiens avec le Président Tshisekedi, qui s'est déclaré ouvert au dialogue sur la formation d'un gouvernement inclusif en RDC. Il a été proposé au président congolais de nommer Fayulu ou un candidat de sa coalition au poste de Premier ministre. Chergui a déclaré que la priorité immédiate en RDC devrait être le rétablissement de la paix et de la stabilité dans l'Est du pays, où les mouvements armés continuent de menacer la stabilité politique. (PANA)

Mardi 12 février.

Tanganyika : la Monusco facilite le dialogue entre les Twa, Holoholo et Bafuliro. Une délégation mixte Monusco-autorités territoriales de Kalemie a passé deux jours dans cette localité de Kisonja située à plus ou moins 65 km de Kalemie sur l'axe Kalemie-Bendera. Il y a peu, les communautés Holoholo et Twa d'un côté, se sont affrontées à la communauté Bafuliro, originaire du Sud-Kivu. Ces affrontements ont provoqué une insécurité qui a découragé les usagers de la route nationale numéro 5, y compris les humanitaires, à l'emprunter. L'administrateur du territoire de Kalemie, Bernard Bokolanganya est venu également sensibiliser la population en appelant ceux qui sont dans la brousse à déposer les armes : « Nous avons envie de voir tous les frères et sœurs qui sont dans la brousse, venir déposer les armes. Nous voulons sur l'axe Kalemie-Bendera qu'il y ait une circulation libre des personnes et de leurs biens », a-t-il lancé.

Nord-Kivu : la police de la Monusco forme 400 policiers congolais à Butembo. Cette formation qui se déroule dans la salle de la mairie de Butembo va s'étendre sur six jours. Elle a pour objectif d'outiller ces policiers en maintien de l'ordre et la sécurisation des activités de la riposte contre la maladie à virus Ebola dans la ville de Butembo considérée actuellement comme foyer de cette épidémie. Cette formation initiée par la police de la Monusco est financée par l'Oms et l'Unicef.

Ebola à Beni : la société civile sensibilise la population pour briser les résistances des communautés. « Nous sommes à plus ou moins 500 morts, et nous sommes c'est presque le cinquième ou sixième mois. Si la population ne fait pas attention, nous risquons de faire toute une année dans cet état d'Ebola. Et quand vous allez faire le calcul, une année après, nous risquons de perdre beaucoup de compatriotes alors que la vie humaine est sacrée », redoute le président de la coordination de la société civile de Beni-ville, M. Kizito Bin Hangi. Selon lui, malgré les efforts que le gouvernement a fournis avec ses partenaires de santé, cette maladie continue à ravager les gens. Il appelle à la prise de conscience de toute la population locale pour endiguer l'épidémie. « Tout le monde doit s'engager. Les résistances de certaines personnes, nous leur demandons de ne plus le faire pour que nous puissions, dans peu de temps ou trois mois maximum (...), finalement arriver à bouter définitivement hors de notre territoire cette maladie à virus Ebola », préconise Kizito Bin Hangi.

Beni : 4 rebelles tués dans les affrontements entre Fardc et ADF. Quatre rebelles ADF ont été tués ce mardi 12 février dans les affrontements entre ces rebelles ougandais et les Fardc à Mamove, un village du territoire de Beni situé au Nord-Est de la ville de Beni. Quatre otages ont aussi été libérés et des armes récupérées par les Fardc après les combats.

Professeur Mwayila Tshiyembe : «Après le sommet de l'UA, Félix Tshisekedi devra s'atteler aux problèmes essentiels du Congo». Le président de la RDC, Félix Tshisekedi a été bien accueilli par ses pairs avec qui il a eu des échanges constructifs. Le professeur Mwayila Tshiyembe, expert en relations internationales, explique ce succès par « l'alternance démocratique qu'a vécu la RDC ». Il ajoute qu'après ce ballet diplomatique, le président congolais peut maintenant se concentrer sur la résolution des problèmes de son peuple. « On ne savait pas si le sommet se rangerait du côté de Félix ou de Fayulu. Mais le fait que le sommet ait accueilli chaleureusement le président, il a la voie ouverte pour s'atteler aux problèmes du Congo (...) », affirme Mwayila Tshiyembe, qui est aussi directeur de l'Institut panafricain de géopolitique de Nancy.

Insécurité à Lomela : les autorités nationales appelées à rétablir la paix. Les ressortissants du Territoire de Lomela vivant à Kinshasa dénoncent la présence d'une milice qui sème l'insécurité dans ce territoire de la province de Sankuru. « Nous sollicitons l'intervention rapide du Président de la République, des ministres de l'Intérieur et de la Justice, pour que cette milice et ses commanditaires soient démantelés, arrêtés et déférés devant les cours et tribunaux », a recommandé Norbert Yamba Yamba, président des ressortissants de Lomela de Kinshasa. Il a accusé les autorités locales d'être complices des dérives observées à Lomela, et les appelle à mettre fin « toutes affaires cessantes » à la querelle orchestrée par la milice composée des tribus Balanga et Bambole. « Cette milice sème la terreur, la mort, face à un peuple meurtri par la pauvreté », a fait savoir Norbert Yamba Yamba. Selon la société civile, il s'agit des miliciens qui seraient venus de la province du Maniema, constitués des peuples Bambole et Balanga. Ils sont venus en renfort aux populations de la chefferie de Djonga, qui connaîtraient de manière récurrente un affront de la part des habitants du secteur de Batetela. Pour l'instant, des familles entières ont trouvé refuge dans la forêt, par crainte des représailles des populations de la chefferie de Djonga.

L'assemblée provinciale du Haut-Katanga valide les mandats des 48 députés. L'assemblée provinciale du Haut-Katanga a validé lundi 11 février les mandats des 48 députés provinciaux au cours d'une plénière à Lubumbashi. A côté de ces 44 députés, quatre chefs coutumiers cooptés ont été aussi présentés sur base d'un procès-verbal de désignation envoyé par la Ceni. Il s'agit des chefs Kabemba Katompa de Sakania, Apollinaire Kamwanya Mufunga de Mitwaba, Kaponda Bwalya de Kipushi et de Shamalenge de Kasenga. A l'issue de la plénière, une commission a été mise sur pied pour l'élaboration du règlement intérieur de l'assemblée provinciale.

Nord-Kivu : les Fardc remettent à l'armée ougandaise deux enfants du numéro 2 des ADF. Les Fardc ont remis lundi 11 février à Beni à l'armée ougandaise (UPDF), deux enfants adultes du numéro 2 des ADF qui s'étaient volontairement rendus au cours des opérations de l'armée contre les ADF dans cette région. Ces deux sujets ougandais avaient été recrutés par leur propre père et actuel numéro 2 des ADF pour combattre dans le territoire de Beni. Mais ils se seraient enfuis sans avoir combattu. Selon le général-major Marcel Mbangi, ces sujets ougandais sont rapatriés dans leur pays car les renseignements des Fardc viennent de prouver qu'ils n'ont jamais combattu avec les ADF.

Beni : une opération des forces de la Monusco contre les ADF à Mayangose. Les forces de la Monusco ont lancé, depuis la semaine passée, des opérations de grande envergure contre les ADF dans la forêt de Mayangose en territoire de Beni. La Mission onusienne n'a enregistré aucune perte en vie humaine encore moins des dommages, indique la même source.

She Okitundu : « Le Président Tshisekedi sera président de l'Union africaine pour l'exercice 2021 » « Aujourd'hui, il y a lieu de féliciter le président Tshisekedi, pour avoir été choisi parmi ses collègues pour être le deuxième vice-président de l'UA pour l'exercice de 2019. Puis il sera le président, à l'exercice 2021, ce qui est déjà programmé », a indiqué She Okitundu dans une vidéo postée sur le compte twitter du ministère des Affaires étrangères. Pour She Okitundu ces résultats

traduisent un succès de la diplomatie congolaise. « A mon avis, c'est déjà la consécration si pas la légitimation africaine de notre Président après les remous qu'on a vécus dernièrement. Le débat post-électoral est aujourd'hui définitivement clos. Le chef de l'Etat est actuellement Président de la République de plein exercice en RDC », a conclu M. She Okitundu.

Tueries de Yumbi : 15 suspects aux arrêts. Quinze personnes, accusées d'être impliquées dans les tueries survenues à Yumbi, Nkolo et Bongende (Maï Ndombe) en décembre dernier, ont été arrêtées à Yumbi et transférées à Kinshasa, ont annoncé mardi 12 février des sources militaires. Les prévenus sont accusés d'avoir opéré avec des armes de calibre 12 et des armes de guerre. C'est la raison majeure qui pousse la justice militaire à se saisir du dossier. Les tueries de Yumbi, Nkolo et Bongende ont fait plus de 500 morts, avait indiqué l'administrateur du territoire intérimaire de Yumbi à Radio Okapi. Mais, la Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme avance un bilan beaucoup plus lourd de plus de 900 morts entre les 16 et 18 décembre 2018 dans quatre villages de ce territoire.

Félix Tshisekedi : « Ce malentendu qui a tourné autour de la situation post-électorale a été évacué de la plus belle des manières ». A son retour mardi 12 février à Kinshasa, le président Félix Tshisekedi a qualifié de « globalement positif » le bilan de sa participation au 32^e sommet ordinaire de l'Union africaine (UA). Cette session, qui l'a porté à la 2^e vice-présidence de l'UA, lui a permis aussi de tirer au clair le « malentendu » survenu lors de son élection à la tête de la RDC. « Tous mes homologues ont été très chaleureux avec moi. Je peux dire avec assurance que ce malentendu qui a tourné autour de la situation post-électorale a été évacué de la plus belle des manières. Je pense qu'il n'y a plus d'inquiétude ou de questionnement à avoir de ce côté-là. J'ai clarifié la situation. Le peuple a accepté l'alternance. Et tout se passe de la meilleure des manières en RDC. Tous mes interlocuteurs n'ont eu qu'à le constater », a déclaré M. Tshisekedi dans une vidéo publiée sur twitter.

Mercredi 13 février.

UPN : le comité de gestion suspendu. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Steve Mbikayi, a suspendu mardi 12 février le comité de gestion de l'Université pédagogique nationale (UPN). Selon le ministre, cette décision est prise « pour enquêter sur les allégations de mauvaise gestion ». Les assistants et chefs de travaux regroupés au sein de l'Association des cadres scientifiques (ACS) ont manifesté pendant deux jours pour réclamer le départ « immédiat » du comité de gestion, et le paiement de la prime interne des transports. « Nous avons commencé l'année académique 2018-2019 depuis le 15 d'octobre. Jusqu'à ce jour, aucun mois de la prime interne n'est payé. On ne peut pas continuer comme ça. C'est pourquoi, le personnel scientifique réclame son départ immédiat », a exigé le président de l'ACS, Jean-Matthieu Mba Sangutolo. Dans ses revendications, le personnel scientifique composé d'assistants et chefs de travaux accusaient aussi le recteur de l'UPN Pèlerin Kimwanga, de nommer certains cadres scientifiques de façon frauduleuse, sans que les dossiers ne suivent la procédure normale. Ces manifestations voulues pacifiques se sont transformées en échauffourées entre d'une part les assistants et chefs de travaux, et d'autre part, la police universitaire et la brigade universitaire. Les activités ont été paralysées au sein de l'université.

Ebola en Ituri : le gouverneur sollicite l'implication de tous les acteurs sociaux. « Tous les acteurs politiques, sociaux et économiques doivent se mobiliser pour qu'on puisse parvenir à faire voir qu'Ebola est une maladie réelle », a préconisé mardi 12 février Pacifique Ketha, le gouverneur intérimaire de la province de l'Ituri. Il condamne le comportement des habitants qui ne respectent pas les mesures prises pour limiter la propagation de l'épidémie à virus Ebola. D'après lui, une malade qui est morte d'Ebola a pu quitter le Nord-Kivu, changer plusieurs centres de santé avant de décéder en Ituri. Et sans respect de protocole pour le cas des personnes mortes d'Ebola, les proches de la défunte ont tenté de ramener sa dépouille au Nord-Kivu, avant que les forces de l'ordre n'interceptent ce corps sur instruction des autorités administratives.

Tensions à Lusambo : le député provincial Justin Omookala appelle à l'unité. Une forte tension a été observée mardi dans la ville de Lusambo, donnant lieu à un mort, une dizaine de blessés, et des maisons incendiées. Les jeunes ont accusé le député Omookola d'être l'instigateur de ces troubles. Des allégations que rejette l'incriminé. « Moi je ne suis pas représentant du FCC. Seul le parquet général ou l'auditorat militaire a le droit d'établir des responsabilités. Je vous dis que ce sont des machinations », réagit-il. Le calme est revenu mercredi matin à Lusambo, où la population se recueille devant la dépouille de Kalamba, le jeune décédé lors des troubles.

Dr Michel Yao : « La collaboration est l'élément clé pour la stratégie de lutte contre Ebola » Selon Dr Michel Yao, responsable des opérations d'Urgence pour l'OMS/Afrique et coordonnateur de la riposte contre Ebola dans le Nord-Kivu et en Ituri, la stratégie de riposte contre Ebola est bonne et adaptée. Il appelle à une mobilisation générale pour « ne pas arriver à des situations extrêmes ». « Pour vaincre cette maladie, il faut impérativement la collaboration de la population. Il y a à Butembo des cas positifs d'Ebola pour lesquels nous n'avons pas encore réussi à faire la vaccination depuis plus d'une

semaine», s'est inquiété Dr Michel Yao. Il invite toutes les personnes-contacts à se faire vacciner et ne pas « perdre la chance d'être protégées ». Le nombre des décès dus à la maladie à virus Ebola vient de dépasser la barre de 500, six mois après le début de cette épidémie dans les provinces du Nord-Kivu et Ituri.

Tshopo : la cité de Lowa sous contrôle d'une coalition des Maï-Maï. La coalition des Maï-Maï « portugais » et de Thomas Mesandu contrôle, depuis mardi 12 février vers 20 heures, la cité de Lowa dans la Province de la Tshopo. Lowa est un grand centre commercial du territoire d'Ubundu, à 125 Km au sud de Kisangani. En nombre très réduit, les militaires des Fardc se sont repliés et observent l'évènement depuis la rive droite du fleuve Congo. La grande partie de la population a déserté la cité depuis lundi 11 février dernier, pour se réfugier dans la forêt et d'autres localités environnantes. Dans les rues de la cité, seuls les rebelles chantent en tirent en l'air tout en prenant les boissons locales fortement alcoolisées.

Journée mondiale de la radio : l'UNPC appelle les journalistes au respect des lois. Quelles que soient ses conditions de travail, le journaliste doit être correct dans l'exercice de ses fonctions en respectant les lois et les règles de déontologie qui fondent l'exercice de la liberté de la presse en RDC, a déclaré le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), Kasonga Tshilunde, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la radio, ce mercredi 13 février à Kinshasa. « Si quelqu'un qui est dans la profession trouve qu'il y a des mauvaises conditions, c'est plus simple, il la quitte. Il va travailler là où il y a de meilleures conditions. Mais tant qu'il est là, en attendant que les conditions s'améliorent, il doit faire correctement son travail », a-t-il poursuivi.

Nord-Kivu : la milice NDC/Rénové impose taxes et travaux forcés aux habitants de Masisi Les habitants des localités. Depuis l'installation des positions de ces miliciens dans ces localités, il y a quelques mois, ces derniers font payer à la population locale des taxes illégales et la soumettent à des travaux forcés, selon les victimes, qui sollicitent l'implication des autorités administratives et militaires pour les libérer du joug de cette milice locale. Une taxe illégale, dite : « taxe jeton » de 1000 francs congolais est imposée à chaque habitant. Les récalcitrants se voient imposer une amende. « Les gens qui proviennent du marché doivent payer chacun 500 francs quand ils passent sur leurs barrières. Ils sont en train aussi de prendre des vivres lorsque les gens proviennent des champs. Donc, ce sont des tracasseries qui dépassent le niveau normal », se plaint une habitante. A cela s'ajoutent, les travaux forcés auxquels sont soumis ces habitants.

Les ingénieurs civils appelés à se mettre en ordre avec la loi de décembre 2018. L'Association congolaise des ingénieurs civils (Acic), invite ces ingénieurs civils à se faire enregistrer à son secrétariat, pour participer à l'Assemblée générale programmée pour le 2 mars prochain. Cette dernière sera chargée d'élire le Conseil d'administration de l'Ordre appelé à contrôler les ingénieurs civils et à établir un répertoire de ses membres. « Maintenant la pratique illégale sera totalement combattue grâce à l'ordre », a déclaré Charles-Médard Ilunga, président de l'Acic.

Elections des sénateurs et gouverneurs : la Ceni poursuit le traitement des candidatures. « Nous ne sommes pas parvenus à terminer le travail. On ne va pas le bâcler. Nous sommes déjà là, d'un moment à l'autre nous reprenons les délibérations », a affirmé Jean-Pierre Kalamba mercredi 13 février, assurant que la plénière de la Ceni va « travailler d'arrache-pied pour publier aujourd'hui ou peut-être demain, si ça ne se terminait pas. »

Outre Ebola, le choléra et la rougeole sévissent en RDC. Mathias Gillmann indique que le choléra et la rougeole, qui sévissaient dans plusieurs provinces de la RDC depuis août 2018, se sont étendus à d'autres régions en ce début d'année : « Dans les provinces du Haut-Katanga, Haut-Lomami et au Tanganyika, le choléra a fait plusieurs victimes depuis le mois de janvier. Concernant la rougeole, ce sont deux flambées qui ont lieu en ce moment dans le Haut-Lomami et le Lualaba. » Ces deux provinces du sud ont enregistré pour le seul mois de janvier, 7 175 cas de rougeole avec au moins 137 décès. Les autorités provinciales de la santé indiquent que plus de 8 décès sur 10 concernent des enfants de moins de 5 ans, a indiqué le porte-parole intérimaire de la MONUSCO, citant la Coordination des affaires humanitaires.

Assemblée nationale : 485 députés validés, dont Martin Fayulu. La plénière de l'Assemblée nationale a procédé mercredi 13 février à la validation des mandats de 485 députés élus lors des législatives du 30 décembre 2018. Les 15 autres sièges seront comblés, après les élections du 31 mars à Beni, Butembo et Yumbi. Le mandat de Martin Fayulu Madidi, le candidat de la coalition Lamuka, qui continue à revendiquer sa victoire à la présidentielle, a été aussi validé. Il avait été élu député national à Kinshasa et pourra donc désormais siéger à la Chambre basse du Parlement.

Journée mondiale de la radio : l'Unesco appelle les médias à contribuer à la réconciliation en RDC. « Faites des émissions sur les problèmes de réconciliation, les problèmes de paix, la tolérance, l'acceptation de l'autre, produisez des émissions de qualité », a lancé Jean-Pierre Ilboudo, à l'occasion de la journée mondiale de la radio célébrée mercredi 13 février. Il estime que si les journalistes arrivent à produire des programmes sur ces thèmes-là, le Congo gagnerait beaucoup.

Jeudi 14 février.

UPN : les activités suspendues jusqu'au 18 février 2019. Toutes les activités sont suspendues sur le site de l'Université pédagogique nationale (UPN), selon un communiqué de presse publié mercredi 13 février et contresigné par les syndicats des personnels académique, scientifique et administratif. Les activités ne pourront reprendre que lundi 18 février, « après la nomination du nouveau comité de gestion », ajoute le document. En attendant, les professeurs, chefs de travaux, assistants et les administratifs appellent toute la communauté de l'UNP, particulièrement les étudiants, au calme.

Tanganyika : des miliciens font une incursion au village Amiko, pillent les commerçants et violent les femmes. « Dans le village d'Amiko, les Batwa ont déshabillé les femmes et les ont conduites dans la brousse et les ont violées. Les hommes aussi. Ils ont pillé les biens des habitants, et pris l'argent des commerçants. En ce mois de février, le secteur a déjà enregistré 7 scènes de pillages. Les populations commencent à quitter les villages. Ils pillent les habitants et déshabillent les femmes pour chercher de l'argent et ceux qui n'en ont pas ils les fouettent », dénonce M. Morisho, un activiste des droits de l'homme dans la zone. Les habitants abandonnent leurs maisons à cause de la fréquence de ces incursions, depuis le mois de janvier.

Kananga : 6 enfants d'une même famille meurent à la suite de l'écroulement d'un mur. Le drame a eu lieu à Kamulumba, une localité du quartier Tshinsambi de la commune de Kananga. Le mur de la maison s'est écroulé à la suite de la pluie. Les témoins rapportent que ces six enfants d'une même famille et leur père se trouvaient dans leur maison bâtie sur un terrain en pente alors qu'il pleuvait. L'eau ruisselante de l'abondante pluie a provoqué le glissement de la terre entraînant un éboulement. La toiture et les murs se sont écroulés sur tous les occupants de la maison, sauf la mère qui était absente.

La Saint Valentin devra être placée sous le signe de la consolidation de la famille (sociologue). « Le 14 février est une journée dédiée à l'amour. Pour nous les congolais, quand on parle de l'amour, dans notre culture, on voit essentiellement le mariage. On voit l'union entre homme et femme dans le mariage. L'amour qui est autorité chez nous, à part la sympathie, c'est l'amour entre homme et femme dans le sens de la formation et de la consolidation du mariage », a affirmé le professeur Musenge. Selon lui, tous ceux qui vont célébrer la fête de la Saint Valentin dans le concubinage sont dans l'informel.

Kongo-Central : les transporteurs routiers en grève. Ils s'opposent à l'installation d'un nouveau poste de péage au niveau du village Sanda à près de 20 Km à l'Ouest de Matadi. Pour eux, il est inexplicable d'avoir deux postes de péage sur une même voie : celui du pont maréchal et le nouveau poste de Sanda. Le ministre provincial des Infrastructures, travaux publics et reconstruction (ITPR) du Kongo central, Papy Mambo Luamba, a déclaré qu'il vient de suspendre ce péage à titre conservatoire en attendant les conclusions de la réunion qu'il aura ce Lundi avec tous les partenaires impliqués.

L'ASBL « Zibula Meso » encourage la cohabitation harmonieuse entre les communautés. Dans une déclaration à la presse mercredi 13 février au Palais du peuple, Zibula Meso [vigilance] ASBL dit encourager la cohabitation harmonieuse entre communautés et invite les élus de Kwango à privilégier l'intérêt de la population dans le travail qu'ils sont appelés à réaliser en tant qu'élus du peuple. « Notre province vit dans l'oubli et sa population dans une misère indescriptible à cause de l'enclavement et du mutisme de ses leaders. C'est pourquoi Zibula Meso vous invite à sortir de la vieille casserole politique qui n'a servi que des individus et leurs intérêts partisans. Vous devez redonner une nouvelle espérance au peuple ».

Mbandaka: les chrétiens ont prié et collecté des biens en faveur des victimes de Yumbi. « Aujourd'hui c'est une journée spéciale. Une messe est dite pour les gens de Yumbi. Nous sommes en train de collecter de l'argent et d'autres biens qu'on va acheminer à Yumbi le jeudi », a déclaré mercredi 13 février l'Abbé Louis Iyeli, coordonnateur diocésain de la Caritas Mbandaka-Bikoro. Le coordonnateur de Caritas Mbandaka-Bikoro a annoncé que Mgr Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa et administrateur apostolique de Mbandaka-Bikoro, est en route pour Yumbi où il va compatir au malheur qui frappe les nombreux sinistrés des tueries survenues en décembre dernier dans cette localité de la province du Mai-Ndombe.

Sud-Ubangi : démarrage des travaux de déminage de l'aéroport de Gemena. Les travaux de déminage et de nettoyage des abords de l'aéroport national de Gemena ont démarré mardi 12 février à Gemena, dans le Sud Ubangi. Ils sont exécutés par l'ONG norvégienne Secours du peuple norvégien, spécialisée dans le domaine de déminage et de destruction des restes de guerre, à la demande de la Régie des voies aériennes (RVA), qui gère cette principale infrastructure aéroportuaire de la province. Ce déminage se justifie par le fait que lors de différents conflits armés, cet aéroport était transformé en une base

militaire. Il a souvent servi au transit ou à l'entreposage de divers engins explosifs et matériels de guerre. Et pour éviter l'occupation ennemie, estime la RVA, certains belligérants auraient également miné certains coins sensibles.

Haut-Katanga : les usagers de la route Lubumbashi-Kinshasa dénoncent l'érection de plusieurs barrières. « A chaque passage, il faut déboursier au moins 500FC pour les piétons et entre 2000 et 5000 FC pour les camions. Il y a les services de l'ANR, les services de Bureau 2, les Fardc, ... Tout celui qui passe avec la braise, doit laisser une quantité pour les autorités. Trop c'est trop », dénonce l'une des victimes de ces tracasseries.

Spoliation du camp militaire de Katindo à Goma, les conservateurs se rejettent la responsabilité. La question posée sur l'existence d'un certificat d'enregistrement octroyant à l'armée cet espace n'a pas eu de réponse probante de la part du responsable des titres immobiliers de la commune de Karisimbi. Kakule Achille est resté muet quelques instants, avant de confirmer que ledit document pourrait encore exister dans le reste de lot des dossiers à la division des titres immobiliers de Goma. De son côté, le chef de division des titres immobiliers de la commune de Goma, affirme avoir remis et transmis tous les dossiers cadastraux aux services des titres immobiliers de la commune de Karisimbi pendant la scission. Au regard de cette contradiction, la cour militaire a décidé pour une descente sur terrain avec les services techniques afin éclairer cette situation et délimiter l'espace du camp militaire Katindi.

Beni : des policiers tirent en l'air pour réclamer leurs soldes. Une panique généralisée est observée jeudi 14 février dans la ville de Beni (Nord-Kivu) à la suite des tirs à l'arme légère et automatique entendus au niveau de l'Etat-major de la Police nationale congolaise (PNC). Des policiers, qui réclament leur solde de deux mois, selon des sources au sein des services de sécurité, sont sortis massivement de l'Etat-major en tirant des coups de feu en l'air.

Activités à l'arrêt au port de Kisangani : l'unique grue en panne. La seule grue mobile d'une capacité de 65 tonnes est en panne, à la suite d'une coupure d'un de ses câbles électromécaniques. C'est cette machine, don de l'Union européenne, qui permet à l'entreprise de réaliser des recettes en chargeant et déchargeant des bateaux privés. La panne est intervenue trois jours après le déclenchement de la grève du personnel de la SCTP/Kisangani pour non-paiement de 18 mois de salaires.

Ituri : les Fardc accusées d'imposer les taxes sur les engins explosifs dans les mines d'or. Chaque propriétaire de puits d'or est obligé de payer 150 dollars, indique-t-elle ce jeudi 14. La société civile de PK 51 dénonce ces "tracasseries militaires pour rançonner les exploitants miniers". Elle rapporte que cette taxe est perçue par un groupe de militaires en provenance de Bunia et déployés depuis environ trois semaines dans cette zone minière. La perception de la taxe se fait dans six foyers miniers : Libreville, Canon, Mbuji-Mayi, Mopa, Mabele Mokonzi et Camp base. Chaque exploitant minier est obligé de payer cette taxe pour obtenir l'autorisation provisoire d'exercice de tirs d'explosifs qui porte les sceaux des FARDC et du ministère de mines. « L'armée n'a pas eu la mission de percevoir une taxe quelconque. La mission que nous avons ici est de conscientiser ces gens-là à l'utilisation des engins pour ne pas causer d'énormes dégâts », a expliqué le lieutenant Jules Ngongo. Au moins 200 propriétaires des puits enregistrés dans la région sont soumis au paiement de cette taxe, indique la société civile.

Bukavu : sit-in des infirmiers pour réclamer le paiement leurs primes de risque. « Ça fait à peu près 7 mois que nous ne recevons pas nos primes de risque. Nous, les anciens, l'administrateur gestionnaire se permet d'effacer nos noms sur les listes. Nos enfants sont chassés de l'école. Nous sommes venus ici pour que les autorités nous écoutent. Parce que c'est notre droit », a expliqué l'un des manifestants. Il fait remarquer que leur retour à Uvira est conditionné par la résolution du problème.

Lomami : la société civile dénonce des tracasseries à Lubao. Les militaires des Fardc, déployés dans ce territoire la veille de la publication des résultats des derniers scrutins, érigent des barrières sur différents axes, et exigent de l'argent à chaque passant. Quiconque ne s'exécute est soumis à la torture et au traitement humiliant, renseigne la même source, faisant mention de tension entre ces militaires et la police locale.

Lubumbashi : plaidoyer pour l'implication de la Monusco dans l'éradication de l'insécurité. Les femmes du quartier Karavia à Lubumbashi ont plaidé mardi 12 février pour l'implication des responsables de la Monusco dans la lutte contre l'insécurité et les viols des femmes dans ce quartier et dans la ville en général. Elles dénoncent les cas de viol et agressions sexuelles enregistrés dans cette partie de la ville. Selon elles, des dizaines de cas de viol et de violences sexuelles liés aux cambriolages sont rapportés quotidiennement par des ONG.

Agressions sexuelles: sept ans de prison requis contre Koffi Olomidé. La justice française a requis une peine de sept ans de prison lundi à l'encontre de la star de la rumba congolaise Koffi Olomidé, poursuivi pour des agressions sexuelles sur quatre de ses danseuses, a-t-on appris mercredi de source judiciaire. Le chanteur est poursuivi pour atteintes sexuelles avec violence, contrainte, menace ou surprise par personne ayant autorité et pour séquestrations. Des faits qui auraient été commis en région parisienne entre 2002 et 2006. Il comparait également devant le tribunal de Nanterre, près de Paris, pour avoir facilité l'entrée et le séjour irrégulier en France des plaignantes et pour les avoir fait travailler illégalement en les sous-payant, voire en les privant de rémunération. Koffi Olomidé a précipitamment regagné son pays en 2009 lorsqu'il a appris qu'une inculpation, assortie d'un placement en détention provisoire, avait été requise à son encontre. La décision de la justice française sera connue le 18 mars.

La maladie virale de chikungunya déclarée en RDC. Le directeur général de l'INRB, Jean-Jacques Muyembe, affirme que l'épicentre se trouve dans la commune de Mont Ngafula à Kinshasa et à Kasangulu dans le Kongo-Central. D'après l'OMS, le chikungunya est une maladie virale transmise à l'homme par des moustiques infectés. Elle provoque de la fièvre et des arthralgies (douleurs articulaires) sévères. Elle se caractérise aussi par des myalgies, céphalées, nausée, fatigue et éruption.

Meurtre des experts de l'ONU : la voix de Jean Bosco Mukanda identifiée dans la vidéo de l'exécution. C'est une vidéo d'un peu plus de six minutes. On y voit un groupe de miliciens conduire Zaida Catalan et Michael Sharp jusqu'à leur lieu d'exécution dans une broussaille. Dans la vidéo, on entend également des voix notamment celles des miliciens qui ne sont pas dans le champ visuel de la caméra du téléphone qui enregistre les images. On entend notamment une voix qui donne l'ordre d'ouvrir le feu sur les experts. «Tirez ! Tirez lisusu», peut-on entendre distinctement à la moitié de la deuxième minute de la vidéo. Les prévenus Bula Bula et Ilunga Lumu ainsi que le renseignant Mulumba Muteba disent reconnaître la voix de Jean Bosco Mukanda qui n'est pas visible sur la vidéo. Ilunga Lumu était présent sur le lieu du crime. Il confirme que c'est bien M. Mukanda qui avait donné l'ordre de tirer. Mais l'ancien témoin vedette devenu suspect nie depuis le début du procès avoir assisté à l'exécution de Michael Sharp et Zaida Catalan. Le prévenu Ilunga Lumu reconnaît certains miliciens dans la vidéo mais il ne semble identifier personne parmi ses coprévenus. Ce que le ministère public trouve étrange. Il affirme que le prévenu ne dit pas toute vérité. «Il évite de parler de ceux qui sont présents», commente-t-il.

Vendredi 15 février.

Sénatoriales en RDC : 874 candidatures retenues (Ceni). Ces personnes devront séduire les députés provinciaux pour cent sièges à la chambre haute du Parlement, en attendant l'organisation des scrutins dans les provinces du Nord-Kivu (à Beni ville et territoire, Butembo) et Maï-Ndombe (à Yumbi). « 4 sièges de Maï-Ndombe et 4 pour le Nord-Kivu ne sont pas encore concernés. 874 candidatures pour 100 sièges donnent une moyenne de 8 sièges. Kinshasa est en tête avec 143 candidats pour 8 sièges », a fait savoir Jean-Pierre Kalamba, à l'issue des délibérations sur les dossiers des candidatures.

Festival Amani : plus de 30 000 festivaliers attendus à Goma. La sixième édition du Festival Amani débute vendredi 15 février à Goma au Nord-Kivu. Ce rendez-vous culturel va rassembler plus de trente mille festivaliers pendant trois jours. Des artistes internationaux, nationaux, régionaux et locaux y prendront part pour chanter la paix, indique le directeur du Festival, Guillaume Bisimwa. « Le festival vient apaiser toutes les tensions. Les gens viennent se divertir, danser. L'impact par rapport à la paix, c'est ce rassemblement loin de toutes les tendances politiques, religieuses. C'est cette ambiance qui est voulue », ajoute Guillaume Bisimwa. Il souligne que le Festival Amani est le processus d'éducation pour la paix à travers la culture.

Beni : une centaine de jeunes exigent la libération de sept personnes kidnappées à Rwangoma. Plus d'une centaine de jeunes du quartier Rwangoma à Beni (Nord-Kivu) et quelques militants de la LUCHA ont manifesté dans la rue jeudi 14 février. Ils réclament la libération de sept personnes kidnappées lors de l'attaque du 7 février dernier. Ils exigent aussi la sécurité et la fin des massacres dans cette partie de la ville de Beni. L'objectif est selon les manifestants, d'interpeller l'autorité sur la persistance des massacres qui ont déjà fait des milliers de morts dans la ville et le territoire de Beni.

Lutte contre Ebola : la RDC cherche 147 millions USD. Le ministère de la Santé lance le SRP 3, « Plan stratégique de réponse phase 3 », contre l'épidémie de la maladie à virus Ebola qui sévit dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. La RDC a besoin de plus de 147 millions de dollars pour continuer à faire face à cette épidémie, selon le ministre de la Santé, Oly Ilunga. Réunis mercredi 13 février à Kinshasa, les bailleurs de fonds internationaux, les agences du système des Nations unies et les organisations non gouvernementales ont échangé autour des voies et moyens à mettre en œuvre pour mobiliser les fonds nécessaires pour les six prochains mois. L'objectif est de mettre fin à la transmission du virus et d'arrêter la propagation de la maladie dans d'autres provinces à risque de la RDC ainsi que dans les pays voisins.

Lualaba : l'entreprise minière Boss Mining ferme ses portes fin février. La société serait en déficit de production depuis que la Gécamines a récupéré son concentrateur en octobre dernier. En effet, c'est en octobre 2018 que la Gécamines, partenaire à Boss Mining, a récupéré son concentrateur. Celui-ci permettait à Boss Mining d'assurer au moins 65 % de sa production du cuivre et du cobalt. Aussi depuis 2014, la société n'a fait qu'accumuler des dettes. C'est donc à la fin de ce mois de février que l'entreprise mettra un terme à ses activités. Boss Mining compte près de 2 700 agents (Congolais et expatriés).

Equateur : 25 candidats aux sénatoriales et 4 pour le gouvernorat. Vingt-cinq candidats, dont onze femmes, se disputent quatre sièges au Sénat pour la circonscription électorale de la province de l'Equateur. Pour le poste de gouverneur, quatre postulants sont dans la course.

Ituri : la population saccage un dispositif de riposte contre Ebola à Mambasa. Un groupe d'habitants a saccagé vendredi 15 février, le dispositif de lavage des mains placé à la barrière de Mambasa-centre (Ituri). Selon des sources locales, ces manifestants s'opposeraient à la vaccination du personnel soignant lancé depuis jeudi à l'hôpital général de référence de Mambasa. D'autres sources renseignent que certains habitants protestent également contre l'importation de la main d'œuvre dans les activités de riposte contre Ebola au détriment de la population locale qui fait face au chômage. D'après le commandant de la police en territoire de Mambasa, le colonel Prosper Zombo, une équipe mixte police- Fardc est vite intervenue, pour disperser les manifestants. Depuis peu avant midi, la situation est redevenue calme affirme la police.

Yumbi : la Ceni optimiste pour la tenue d'élections le 31 mars. Une mission de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) est arrivée jeudi 14 février à Yumbi, pour évaluer les possibilités d'organiser les élections législatives nationales et provinciales dans ce territoire de Maï-Ndombe. « La décision finale reviendra au bureau de la Ceni. Nous allons faire des propositions concrètes partant de la réalité que nous avons constatée ici. Il y a aussi un grand travail de sensibilisation à faire, dans la mesure où une bonne partie de la population a trouvé refuge ailleurs. Mais, dans la cité de Yumbi, il y a la population qui revient », a-t-il fait remarquer. Les élections générales organisées en RDC le 30 décembre dernier avaient reportées au 31 mars 2019 par la Ceni pour les circonscriptions de Beni ville, Beni territoire, Butembo ville (Nord-Kivu) et Yumbi. La Ceni avait évoqué notamment des raisons sécuritaires pour Yumbi.

Festival Amani à Goma, précautions prises pour éviter Ebola. Les organisateurs du festival Amani ont pris des précautions en installant des bacs d'eau pour le lavage des mains à l'entrée tout comme à l'intérieur du site du festival. Pendant trois jours, douze artistes vont prêter à ce festival qui a démarré ce vendredi 15 février au collège Mwanga à Goma. A 10 heures, les portes d'entrée du festival ont été ouvertes pour accueillir un public estimé à plus de 10 000 personnes. Avant même le début du festival, le stock de billets prévus pour cette édition s'est épuisé. Le ticket d'entrée qui se vendait à 1600 francs congolais il y a quelques jours, se vend actuellement à 5 mille FC chez certains particuliers.

Tshopo : la cité de Lowa toujours occupée par les Maï-Maï. Le grand centre commercial de Lowa, une cité du territoire d'Uvundu situé à 125 Km au sud de Kisangani (Tshopo) est toujours sous contrôle de la coalition des rebelles Maï-Maï appelés « Portugais » et « Thomas Mesandu ». De la rive droite du fleuve Congo, où ils se sont retranchés, les éléments des Fardc tirent pour dissuader les rebelles se trouvant sur la rive gauche. Ces derniers se préparent à faire un assaut sur la position de l'armée. Les assaillants tiennent à capturer un lieutenant Fardc. Ce dernier aurait fait souffrir leurs dépendants l'année dernière lors des représailles des Fardc contre les Maï-Maï.

Félix Tshisekedi favorable à la réouverture de la Maison Schengen à Kinshasa. « Pour ce qui est de la Maison Schengen, j'ai instruit la partie congolaise à finaliser rapidement les discussions entamées avec la partie européenne pour la restructuration et la réactivation de ce dispositif consulaire en harmonisant », a déclaré vendredi 15 février à Kinshasa le président Félix Tshisekedi lors d'une cérémonie d'échange des vœux avec le corps diplomatique. Dans son discours, le nouveau président congolais a aussi souhaité que la RDC et l'UE « précèdent à l'échange de leurs ambassadeurs respectifs dans les plus brefs délais afin d'avoir le même niveau de représentation ». Cet appel intervient environ deux mois après l'expulsion par les autorités congolaises de l'ambassadeur de l'EU à Kinshasa, le Belge Bart Ouvry.

Martin Fayulu en « meeting de vérité » à Butembo. Lors de son meeting dit « de vérité », il a tout d'abord appelé les habitants de Butembo à s'impliquer et respecter les mesures d'hygiène pour l'éradication de la maladie à virus Ebola, avant d'inviter la population à ne pas accepter « le coup d'Etat électoral ». Tout en prônant l'unité de la RDC et la lutte contre le tribalisme, Martin Fayulu a indiqué vouloir la paix et la sécurité mais que tout doit commencer par la vérité des urnes. Avant de clore son meeting, il a fait observer une minute de silence en mémoire des victimes des massacres de Beni.